

Revue de presse



Atelier de Tunis sur l'économie circulaire à destination des journalistes du Maghreb

Hôtel Belvédère, du 2 au 5 décembre 2024

Association Africa 21
www.africa21.org

Décembre 2024

Table des matières

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; L'économie circulaire en débat ; Horizons, 30 novembre 2024.	6
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Économie circulaire et changement climatique : un atelier collaboratif à Tunis ; L'Echo tunisien, 2 décembre 2024.	8
Meriem khadraoui (Tunisie) ; L'économie circulaire au cœur d'un atelier régional à Tunis du 2 au 5 décembre 2024 ; Tunis Afrique Presse, 2 décembre 2024.	10
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Plaidoyer pour un renforcement de la coopération régionale ; Horizons, 2 décembre 2024.	13
Najeh Kharrez (Tunisie) ; L'économie circulaire : Une solution clé pour la gestion des ressources naturelles; L'Echo tunisien, 2 décembre 2024.	16
Meriem Khadraoui (Tunisie) ; Atelier régional à Tunis : L'économie circulaire face aux défis climatiques du Maghreb ; Web Manager Center, 2 décembre 2024.	17
Amina Haddouche (Tunisie) ; Le réseau genevois de journalistes africains spécialisés dans le développement durable et le changement climatique, africa21, en collaboration avec le PAMT2 et la GIZ, organise une formation ; Radio Oxygène FM, 2 décembre 2024.	20
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Vulgarisation du concept #economiecirculaire et son utilité aujourd'hui avec L'expert en économie circulaire Akrem Hadded ; Emission "Environment in your Hands", Albiaanews, 2 décembre 2024.	20
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Interview de Julien Chambolle ; Emission "Environment in your Hands", Albiaanews, 2 décembre 2024.	21
Saida Zemzemi (Tunisie) ; L'expert environnemental et membre du Forum national pour l'adaptation au changement climatique (#FNACC) Sondos Fenech parle à #EnvironmentNews du potentiel de coopération du #Maghreb et des grands projets; Emission "Environment in your Hands", Albiaanews, 2 décembre 2024.	21
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Hamouda Dakhlaoui, maître de conférences : L'agriculture pluviale sera affectée par le manque de précipitations, en particulier les grandes cultures; Albiaanews, 2 décembre 2024.	22
Brahim Mokhliss (Maroc) ; Le Maghreb à l'heure de l'économie circulaire : un tournant décisif face aux défis climatiques ; Le Matin, 3 décembre 2024.	24
Driss Laabdi (Maroc) ; Maghreb: Les médias, acteur essentiel pour une transition réussie vers l'économie verte ; FAAPA.info / MAP, 3 décembre 2024.	27
Riadh Sekma (Tunisie) ; l'atelier de Tunis sur l'économie circulaire ; Radio Tunis, 3 décembre 2024.	29
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Hammouda Dakhlaoui, expert tunisien en changements climatiques : «Des mesures d'adaptation s'imposent» ; Horizons, 3 décembre 2024.	29
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Mme Chantal Line Carpentier: Le plastique se déplace via le commerce, mais les déchets restent; L'Echo tunisien, 3 décembre 2024.	32
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Mohamed Temimi, CEO, Tunisian Campers; L'Echo tunisien, 3 décembre 2024.	33

Rabah Karali (Algérie) ; Pour plus de climat dans les médias ; Ebourse.dz, 3 décembre 2024.	34
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Sami Badreddine, Expert principal du programme PAMT2: L'atelier touche l'Environnement et l'Economie Circulaire qui sont des enjeux pour l'Afrique et le Maghreb ; AlbiaaNews, 3 décembre 2024.	35
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Tunisian Campers : Une aventure écologique au cœur de la Tunisie; L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.	37
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Julien Chambolle, le secrétaire général d'Africa 21 : « l'économie circulaire est une révolution économique et d'une nouvelle approche. » ; Albiaanews, 4 décembre 2024.	39
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Jamal Hanbali est un inventeur tunisien qui a reçu le prix de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI); L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.	41
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Traitement des eaux usées en Tunisie: Exemple de l'ONAS Mornaguia; L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.....	41
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Recyclage des déchets de chantiers en Tunisie; L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.....	41
Amina Haddouche (Tunisie) ; Julien Chambolle, secrétaire général d'Africa 21, nous présente Africa 21 et l'importance de la formation régionale sur l'économie circulaire à laquelle les journalistes ont participé ; Radio Oxygène FM, 5 décembre 2024.	42
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Mohsen Ayadi est responsable de la qualité au sein de l'entreprise tunisienne de batteries « Assad » : Nous recyclons les piles usagées parce que nous nous engageons à préserver l'environnement et le milieu social; AlbiaaNews, 5 décembre 2024.....	42
Amina Haddouche (Tunisie) ; M. Robin Degron Directeur du PLAN BLEU Centre des Nations unies pour la recherche et l'étude de l'environnement ; Radio Oxygène FM, 5 décembre 2024.	44
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Zuhair Baklouti, ingénieur général à la municipalité de Mahdia, directeur de la protection de l'environnement et consultant en environnement : Notre mission est multiforme et riche en changements de comportements des citoyens ; AlbiaaNews, jeudi 5 décembre 2024.	45
Driss Laabdi (Maroc) ; Directeur du Plan Bleu du PNUE: Le Maroc, un modèle de transition écologique en Méditerranée ; La Relève, 5 décembre 2024.	47
Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Robin Degron, Directeur du Plan Bleu du PNUE : «La Grande bleue est en alerte rouge»; Horizons, 5 décembre 2024.	49
Leila Debbich (Tunisie) ; Tunisie - Atelier de formation sur l'importance de l'économie circulaire pour la durabilité dans la région du Maghreb ; Alwatania 1, 6 décembre 2024.	54
Mabrouka Khedir (Tunisie) ; Soutenir les compétences des journalistes dans l'économie #circulaire, vers une conscience communautaire qui croit au recyclage pour un environnement durable ; Cosmos Media, 8 décembre 2024.	55
Saida Zemzemi (Tunisie) ; Dr Robin Degron, Directeur du Plan bleu:Les journalistes jouent un rôle crucial dans l'information; AlbiaaNews, jeudi 6 décembre 2024.	55

Rabah Karali (Algérie) ; Clôture de l'atelier de Tunis sur le changement climatique et l'économie circulaire ; Ebourse.dz, 7 décembre 2024.....	58
Driss Laabdi (Maroc) ; Le Maroc, un modèle de transition écologique en Méditerranée (Directeur du Plan Bleu du PNUE); Maroc 24, 7 décembre 2024.	60
Riadh Sekma (Tunisie) ; Documentation mobile et journalisme mobile Visite de la station de désinfection des eaux usées de Mornaguia dans le cadre de l'atelier sur l'économie circulaire dans le Maghreb.... Journalism mobile... ; Radio Tunis, 6 décembre 2024.	62
Brahim Mokhliss (Maroc) ; Le Maghreb face au défi climatique : l'économie circulaire comme voie de résilience ; Le Matin, 6 décembre 2024.	63
Brahim Mokhliss (Maroc) ; Les journalistes en première ligne face aux défis climatiques ; Le Matin, 9 Décembre 2024.	66
Riadh Sekma et Sondès Ben Khalifa (Tunisie) ; L'économie circulaire et les défis des changements climatiques ; 13^{ème} numéro, Kantara - قنطرة, une coproduction radiophonique réalisée dans le cadre de la Copeam - Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen : Radio Cairo 95.4 FM / Egypte, RTCI / Tunisie, France Bleu RCFM / France, Radio Liban 96.2 FM / Radio Liban, Radio Chaîne Inter/ SNRT, 11 décembre 2024.	69
Driss Laabdi (Maroc) ; M. Robin Degron: "Le Maroc, un modèle de transition écologique en Méditerranée"; Fedenerg / MAP, 12 décembre 2024.	70
Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; La bureaucratie, un frein à l'économie circulaire et à l'industrie du recyclage du plastique ; La Presse / TAP, 16 décembre 2024.....	73
Najeh Kharrez (Tunisie) ; M Robin Degron, Directeur, Plan Bleu; L'Echo tunisien, 21 décembre 2024.	76
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Vulnérabilités climatiques en Tunisie : Une réflexion sur la santé, l'eau et l'agriculture ; L'Echo tunisien 21 décembre 2024.....	76
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Les défis et progrès de la Méditerranée : Une analyse des indicateurs; L'Echo tunisien, 21 décembre 2024.....	79
Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Crise Hydrique en Tunisie : Entre Changements Climatiques et Solutions Durables ; Cosmos Media, 25 décembre 2024.....	81
Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; L'économie circulaire au cœur d'un atelier pour les journalistes du Maghreb à Tunis ; Cosmos Media, 25 décembre 2025.	84
Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; La 1e unité de recyclage de déchets "BTP" ouvre la voie à un modèle d'économie circulaire aux multiples avantages ; Tunis Afrique Presse, 30 décembre 2024.	87
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Transformations écologiques : Comment les entreprises adoptent l'économie circulaire; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.	90
Najeh Kharrez (Tunisie) ; Le Maghreb à l'épreuve du changement climatique; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.....	92
Mabrouka Khedir (Tunisie) ; "À la Rencontre de Robin Degron : L'Avenir de la Méditerranée selon le Plan Bleu!"; Cosmos Media, 7 janvier 2025.	94

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Clima : Un modèle de développement durable pour la commune de Mahdia ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.	95
Najeh Kharrez (Tunisie) ; ASSAD et le recyclage des batteries : Un modèle d'économie circulaire ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.....	97
Najeh Kharrez (Tunisie) ; S-REG : Un modèle de durabilité dans le recyclage des déchets d'infrastructure ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.	99
Mabrouka Khedir (Tunisie) ; Lancement de la première unité de recyclage des déchets de construction en Tunisie : Une étape pionnière vers une économie circulaire ; Cosmos Media, 14 janvier 2025.....	101
Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Le Plan Bleu alerte: agir face aux défis climatiques en Méditerranée ; Albia News, janvier 15 2025.....	105
Rabah Karali (Algérie) ; Africa 21 : atelier sur le changement climatique et l'économie circulaire, en Tunisie ; DZ Charikati, 18 janvier 2025.	108
ANNEXE - Tableau de synthèse des productions de l'atelier de Tunis sur l'économie circulaire (2-5 décembre 2024).	112



نوفمبر المجيد .. وفاء وتجديد

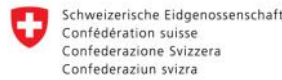
Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; L'économie circulaire en débat ; Horizons, 30 novembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=197888>

ont nos partenaires :



Ambassade de Suisse en Tunisie



DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT



Co-financé par l'Union européenne



participent à notre atelier :



for the Mediterranean pour la Méditerranée الاتحاد من أجل المتوسط



FORUM NATIONAL DES ACTEURS DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN TUNISIE



UN trade & development UNCTAD



La capitale tunisienne accueillera du 2 au 5 décembre 2024 un atelier consacré à l'économie circulaire.

Cet atelier sur l'économie circulaire est organisé dans le cadre du programme du Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique, un réseau initié en 2019 par l'association Africa 21 et regroupant plus de 850 journalistes issus de 43 pays africains.

Mise en œuvre des ODD de l'agenda 2030 des Nations-unies

L'évènement vise à sensibiliser les médias aux enjeux du développement durable, en particulier à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030 des Nations-unies. Organisée sous le patronage de l'ambassade de Suisse en Tunisie, de l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) ainsi que du programme PAMT2 de l'Union européenne, cette édition met l'accent sur l'économie

circulaire, un modèle de production et de consommation essentiel pour préserver les ressources naturelles et lutter contre les effets du changement climatique.

«L'atelier de Tunis s'attaquera en particulier à la question de l'adaptation des économies régionales, des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique, de la désertification et de l'aridification des terres», a souligné Julien Chambolle, secrétaire général de l'association Africa 21. Il a expliqué que face à un modèle économique mondial basé sur une utilisation linéaire des ressources, l'économie circulaire propose une alternative durable. Elle s'appuie sur des principes tels que l'éco-conception, la consommation responsable, la gestion optimisée des déchets et l'allongement de la durée de vie des produits.

Industrialiser tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement

Ce modèle est particulièrement pertinent pour le continent africain, où la nécessité d'industrialiser tout en préservant les ressources naturelles et l'environnement est cruciale. Dans ce contexte, l'Union africaine et d'autres organisations continentales ont déjà reconnu l'importance de l'économie circulaire dans leurs programmes de relance post-pandémie, tels que le «stimulus vert», a indiqué le SG de Africa 21.

Durant quatre jours, l'atelier réunira des experts, des décideurs et des journalistes autour de thématiques clés. Les participants échangeront sur l'adaptation des économies régionales face au changement climatique, la gestion des ressources naturelles et les impacts socio-économiques de ce nouveau modèle. Des intervenants issus d'organisations telles que la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Digital Earth Africa ou encore MedWaves, apporteront leurs perspectives sur les dynamiques en cours et les opportunités offertes par l'économie circulaire.

Outils innovants

En parallèle, des sessions de formation en journalisme mettront en lumière des outils innovants, comme le data journalisme et le journalisme de solutions, pour couvrir efficacement ces problématiques complexes. Les activités de l'atelier ne se limitent pas aux sessions en salle. Des visites de terrain permettront aux participants de découvrir des initiatives concrètes en Tunisie, comme le recyclage des batteries au plomb ou des déchets de construction.

Ces exemples illustrent comment l'économie circulaire peut non seulement répondre aux défis environnementaux, mais aussi stimuler la création d'emplois et le développement économique. De plus, des débats sur des secteurs spécifiques, tels que l'industrie textile, mettront en évidence les possibilités d'intégration de ce modèle dans les chaînes de valeur locales.

L'Echo Tunisien

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Économie circulaire et changement climatique : un atelier collaboratif à Tunis ; L'Echo tunisien, 2 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/economie-circulaire-et-changement-climatique-un-atelier-collaboratif-a-tunis/>



L'économie circulaire et les défis liés aux changements climatiques dans la région du Maghreb sont au cœur d'un atelier qui a débuté ce lundi à Tunis et se poursuivra jusqu'au 5 décembre 2024. Cet événement rassemble une vingtaine de journalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, ainsi que des experts et des représentants d'organisations concernées.

Initiée par le réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et en changement climatique, « Afrique 21 », cette rencontre vise à examiner comment les économies régionales, les modes de production et les pratiques de consommation peuvent s'adapter aux impacts du changement climatique, à la désertification et à l'aridification croissante des terres.

Lors de l'ouverture de cet atelier M. Julien Chambolle, coordinateur de l'association Africa 21 a annoncé : « Africa 21 est un think tank et un do tank basé à Genève depuis 2011 et spécialisé sur la promotion et l'organisation du débat sur les enjeux de la mise en œuvre du développement durable en Afrique. Notre ONG est également un soutien aux acteurs actifs dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable sur le continent. Nous avons également 2 programmes, un dédié aux entrepreneurs verts sur le continent africain et un autre dédié aux journalistes depuis 2019 : le Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique. Notre programme qui compte aujourd'hui plus de 850 journalistes bénéficiaires dans 43 pays d'Afrique a pour objectifs d'aider les journalistes à développer une expertise de base sur les enjeux du développement durable, à leur donner accès à des sources d'informations primaires de haute qualité, à des experts internationaux, aux organisations acteurs de la mise en œuvre des ODD et en particulier les organisations internationales, mais aussi à leur offrir des opportunités ».

Les journalistes participant à cet atelier seront formés aux principes de l'économie circulaire, un modèle essentiel pour favoriser la transition écologique et réduire la pression sur les ressources naturelles, particulièrement dans le Maghreb, qui est l'une des régions les plus vulnérables au dérèglement climatique. En effet, cette région n'est pas la seule à bénéficier d'une telle approche ; la majorité des systèmes économiques mondiaux reposent sur une exploitation linéaire excessive des ressources, un modèle insoutenable face aux défis environnementaux actuels.

L'économie circulaire se présente comme une solution viable pour préserver les ressources naturelles et l'environnement tout en soutenant le développement économique et industriel. Elle vise également à minimiser les pertes et le gaspillage dans un contexte de plus en plus difficile en raison des effets du changement climatique. Plusieurs pays africains ont intégré l'économie circulaire dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), avec des initiatives en cours pour élaborer des plans d'action nationaux, comme c'est le cas en Tunisie.

Cependant, la transition vers des modèles économiques plus durables avance lentement. Selon le dernier rapport « Circularity Gap », l'humanité a consommé plus d'un demi-trillion de tonnes de matériaux en seulement six ans (2018-2023), représentant 28 % de tous les matériaux utilisés depuis le début du 20ème siècle. Cette consommation excessive est principalement liée à quatre secteurs : l'alimentation, l'environnement bâti, les biens manufacturés et la mobilité.



Meriem khadraoui (Tunisie) ; L'économie circulaire au cœur d'un atelier régional à Tunis du 2 au 5 décembre 2024 ; Tunis Afrique Presse, 2 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-Economie/18169013-l-%C3%A9conomie>

Tunis,2 déc. (TAP)-L'économie circulaire et les défis des changements climatiques auxquels fait face la région du Maghreb, est la thématique d'un atelier régional, dont les travaux ont démarré, lundi, à Tunis et se poursuivront jusqu'au 5 décembre 2024, avec la participation d'une vingtaine de journalistes de Tunisie, Maroc et Algérie et d'experts et représentants de structures intervenantes.

Organisé à l'initiative du Réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et en changement climatique "Afrique 21", cet atelier s'attaque en particulier à la question de l'adaptation des économies régionales, des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique, de la désertification et de l'aridification des terres.

Les journalistes de divers médias seront initiés aux principes et concepts de l'économie circulaire, un vecteur de transition écologique et de réduction de la pression sur les ressources naturelles, surtout de la région du Maghreb, l'une des plus exposées au monde à la menace du dérèglement climatique.

En effet, le Maghreb n'est pas la seule région qui gagnerait à développer ce créneau d'économie circulaire, puisque la majorité du système économique dans le monde actuel est basé sur une utilisation linéaire excessive des matières premières. Ce modèle n'est plus soutenable à long terme face aux défis environnementaux et climatiques d'une planète aux ressources limitées, estiment les organisateurs de cet atelier.

L'économie circulaire se présente ainsi, comme une alternative qui aidera à préserver les ressources et l'environnement et aussi la santé. Elle permettra également, le développement économique et industriel des territoires et la réduction des pertes et gaspillages, dans un contexte de plus en plus compliqué lié aux effets du changement climatique.

A l'échelle africaine, l'Union africaine et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ont reconnu la circularité comme un domaine d'intérêt pour les programmes de relance respectifs qu'elles ont lancés à la suite de la pandémie de Covid-19 (le plan de relance continental connu sous le nom de "stimulus vert"). Plusieurs pays africains ont également intégré l'économie circulaire dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et certains, dont la Tunisie sont en train d'élaborer des plans d'action nationaux pour l'économie circulaire.

Toutefois, le rythme de transition vers des modèles plus écologiques est très lent. Selon le dernier rapport "Circularity Gap report" ou "Rapport sur l'écart de circularité", qui met en lumière la nécessité de restructurer nos modèles économiques, en seulement 6 ans (de 2018 à 2023), l'humanité a utilisé plus d'un demi-trillion de tonnes de matériaux. "Cette quantité représente 28% de l'ensemble des matériaux consommés par l'humanité depuis le début du 20ème siècle".

Cette consommation excessive est principalement attribuable à quatre systèmes mondiaux : l'alimentation, l'environnement bâti, les biens manufacturés et la mobilité, selon le même rapport.

Pour les organisateurs de cet atelier (Réseau Afrique 21, ministère de l'Environnement, l'Union européenne (Programme d'appui aux médias en Tunisie/PAMT), la GIZ (Projet d'appui à la gouvernance environnementale et climatique pour une transition écologique en Tunisie), le Forum national d'adaptation au changement climatique (FNAC) et l'ambassade de Suisse à Tunis), initier les médias aux concepts de l'économie circulaire aiderait à vulgariser et à sensibiliser le public à la nécessité de rationaliser la consommation et de muter vers des pratiques plus écologiques. Il s'agit également d'attirer l'attention des politiques publiques et des initiatives privées sur cette alternative de circularité doublement bénéfique sur le plan économique et environnemental.

À l'ouverture de l'atelier, le secrétaire général de l'association Africa21, Julien Chambolle a déclaré, "notre programme qui compte aujourd'hui plus de 850 journalistes bénéficiaires dans 43 pays d'Afrique a pour objectifs d'aider les journalistes à développer une expertise de base sur les enjeux du développement durable, à leur donner accès à des sources d'informations primaires de haute qualité, à des experts internationaux, aux organisations acteurs de la mise en œuvre des ODD et en particulier les organisations internationales". "Il s'agit aussi de leur offrir des opportunités comme par exemple l'organisation de délégations pour couvrir les grands événements internationaux comme c'était le cas l'an passé à la COP 28, et ce grâce au soutien de la Banque africaine de développement".

En plus des interventions d'experts, des visites à des projets d'économie circulaire en Tunisie sont programmés dans le cadre de cette formation.



توفيق العجيد .. وفاء وتجديد

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Plaidoyer pour un renforcement de la coopération régionale ; Horizons, 2 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=199254>



Un plaidoyer pour un renforcement de la coopération régionale dans l'économie circulaire et en matière de changements climatiques fait l'objet d'un atelier à Tunis.

L'économie circulaire et le changement climatique sont à l'honneur en Tunisie où s'est ouvert cet atelier régional dédié aux enjeux environnementaux et au développement durable. Organisé par le Réseau des journalistes africains, Africa 21, spécialisé dans le développement durable et le changement climatique, en collaboration avec l'ambassade de Suisse à Tunis, le programme d'appui aux médias en Tunisie, cet événement réunit des experts et des journalistes pour débattre des enjeux des changements climatiques dans le Maghreb et des solutions adaptées à la région.

Aider les journalistes à développer une expertise

L'objectif de cet atelier, qui s'étalera jusqu'au 5 du mois en cours, est de vulgariser et promouvoir les questions en relation avec l'environnement et de permettre aux journalistes d'enrichir leurs connaissances et de mieux cerner leurs analyses. Pas moins de 17 journalistes, participent à cette édition. «Notre programme, qui compte aujourd'hui plus de 850 journalistes bénéficiaires dans 43 pays d'Afrique, a pour ambition d'aider les journalistes à développer une expertise de base sur les enjeux du développement durable et d'accéder à des sources d'informations primaires de haute qualité», indique le secrétaire général d'Africa 21, Julien Chambolle.

Selon lui, ce programme permettra également à des experts internationaux et aux organisations acteurs de mettre en œuvre les objectifs du développement durable (ODD) de l'ONU, mais aussi à leur offrir des opportunités, à titre d'exemple l'organisation de délégations pour couvrir les grands événements internationaux, comme c'était le cas l'an passé, à la COP 28, grâce au soutien de la Banque africaine de développement (BAD). Aussi chaque année ou tous les 2 ans, Africa 21 lance un nouveau cycle thématique pour l'ensemble de ses activités à destination des journalistes.

«Le changement climatique ne connaît pas de frontières»

Animée par plusieurs experts, la 1^e journée est consacrée aux effets des changements climatiques sur la région du Maghreb. D'après l'état des lieux présenté à cette occasion, la vulnérabilité des pays maghrébins face aux changements climatiques est incontestable. Les experts ont mis en relief les effets dévastateurs du changement climatique sur la région qui se décline par une sécheresse prolongée, des pénuries d'eau, une désertification et des pertes agricoles, menaçant les écosystèmes et les économies des pays de la région.

Les participants à l'atelier ont souligné l'urgence de renforcer la coopération régionale pour adopter des solutions communes et durables pour renforcer la résilience de la région. «Le changement climatique ne connaît pas de frontières. Les pays maghrébins doivent travailler ensemble pour développer des stratégies collectives», déclare Hammouda Dakhlaoui, expert tunisien en hydraulique et enseignant universitaire, plaidant pour une action concertée et d'échange d'informations.

L'aridité des sols va gagner du terrain

Dakhlaoui soutiendra que les défis sont communs et que les solutions sont souvent complexes. Comme projection, il soutient que l'aridité des sols va gagner du terrain et que des régions ne seront plus cultivables, notamment avec la baisse des précipitations. Pour ce qui est des phénomènes liés à la sécheresse et à l'inondation, il souligne qu'il n'y a pas de tendance claire à ce sujet.

D'autres experts insistent sur la préservation des ressources naturelles ainsi que sur la rationalisation de leurs utilisations pour minimiser les implications socio-économiques des changements climatiques. Comme enjeux environnementaux, ils soutiennent qu'il est impossible de continuer à utiliser les ressources de la terre au même rythme. Dans cette optique d'autres experts plaident pour l'accélération de la transition énergétique. Ainsi, la transition vers l'économie circulaire est vue comme une solution prometteuse pour atténuer les effets du changement climatique, tout en générant des opportunités économiques.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; L'économie circulaire : Une solution clé pour la gestion des ressources naturelles; L'Echo tunisien, 2 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lecho tunisien.com/leconomie-circulaire-une-solution-cle-pour-la-gestion-des-ressources-naturelles/>



Une intervention par Mme Meryam Barakety, conseillère technique en communication et médias au sein du programme PAGECTE de la GIZ sur l'économie circulaire comme une réponse essentielle aux défis posés par le changement climatique, en offrant un cadre pour une gestion durable des ressources naturelles et ce dans le cadre d'un atelier qui a débuté ce lundi 2 décembre 2024 à Tunis et se poursuivra jusqu'au 5 décembre 2024. Cet événement rassemble une vingtaine de journalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, ainsi que des experts et des représentants d'organisations concernées. Dans le contexte actuel, où la pression sur les ressources s'intensifie, il est crucial d'adopter des modèles économiques qui favorisent la durabilité et la résilience.

Les principes de l'économie circulaire reposent sur plusieurs axes fondamentaux. Tout d'abord, la réduction des déchets est primordiale. En repensant la conception des produits et en favorisant la réutilisation, il est possible de minimiser les déchets générés tout au long du cycle de vie d'un produit. Ensuite, la valorisation des ressources joue un rôle clé ; les matériaux

peuvent être récupérés et réintégrés dans le cycle de production, réduisant ainsi la dépendance aux ressources vierges. Un exemple d'un artisan sur la région de Kairouan a été cité par Mme Barakety sur le recyclage et la production des sacs à partir des déchets en cuir. Et aussi, l'accent sur la durabilité permet d'intégrer des pratiques responsables dans les processus de production et de consommation, contribuant à la préservation des écosystèmes et à l'atténuation des impacts environnementaux.

Le lien entre l'économie circulaire et le changement climatique est indéniable. L'économie circulaire peut jouer un rôle clé dans cette dynamique en atténuant les émissions de gaz à effet de serre grâce à l'optimisation de l'utilisation des ressources et à la réduction du gaspillage. De plus, elle renforce la résilience des communautés en favorisant une gestion durable des ressources naturelles.

Mme Barakety, a souligné également l'importance d'une approche intégrée qui combine sensibilisation, formation et action concrète pour promouvoir l'économie circulaire comme levier stratégique dans la lutte contre le changement climatique.



Meriem Khadraoui (Tunisie) ; Atelier régional à Tunis : L'économie circulaire face aux défis climatiques du Maghreb ; Web Manager Center, 2 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.webmanagercenter.com/2024/12/02/535718/atelier-regional-a-tunis-leconomie-circulaire-face-aux-defis-climatiques-du-maghreb/>

L'économie circulaire et les défis des changements climatiques auxquels fait face la région du Maghreb, est la thématique d'un atelier régional, dont les travaux ont démarré, lundi, à Tunis et se poursuivront jusqu'au 5 décembre 2024, avec la participation d'une vingtaine de

journalistes de Tunisie, Maroc et Algérie et d'experts et représentants de structures intervenantes.

Organisé à l'initiative du Réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et en changement climatique "Afrique 21", cet atelier s'attaque en particulier à la question de l'adaptation des économies régionales, des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique, de la désertification et de l'aridification des terres.

Les journalistes de divers médias seront initiés aux principes et concepts de l'économie circulaire, un vecteur de transition écologique et de réduction de la pression sur les ressources naturelles, surtout de la région du Maghreb, l'une des plus exposées au monde à la menace du dérèglement climatique.

En effet, le Maghreb n'est pas la seule région qui gagnerait à développer ce créneau d'économie circulaire, puisque la majorité du système économique dans le monde actuel est basé sur une utilisation linéaire excessive des matières premières. Ce modèle n'est plus soutenable à long terme face aux défis environnementaux et climatiques d'une planète aux ressources limitées, estiment les organisateurs de cet atelier.

L'économie circulaire se présente ainsi, comme une alternative qui aidera à préserver les ressources et l'environnement et aussi la santé. Elle permettra également, le développement économique et industriel des territoires et la réduction des pertes et gaspillages, dans un contexte de plus en plus compliqué lié aux effets du changement climatique.

A l'échelle africaine, l'Union africaine et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ont reconnu la circularité comme un domaine d'intérêt pour les programmes de relance respectifs qu'elles ont lancés à la suite de la pandémie de Covid-19 (le plan de relance continental connu sous le nom de "stimulus vert"). Plusieurs pays africains ont également intégré l'économie circulaire dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et certains, dont la Tunisie sont en train d'élaborer des plans d'action nationaux pour l'économie circulaire.

Toutefois, le rythme de transition vers des modèles plus écologiques est très lent. Selon le dernier rapport "Circularity Gap report" ou "Rapport sur l'écart de circularité", qui met en lumière la nécessité de restructurer nos modèles économiques, en seulement 6 ans (de 2018

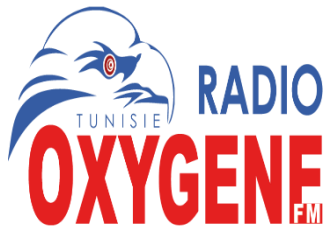
à 2023), l'humanité a utilisé plus d'un demi-trillion de tonnes de matériaux. "Cette quantité représente 28% de l'ensemble des matériaux consommés par l'humanité depuis le début du 20ème siècle".

Cette consommation excessive est principalement attribuable à quatre systèmes mondiaux : l'alimentation, l'environnement bâti, les biens manufacturés et la mobilité, selon le même rapport.

Pour les organisateurs de cet atelier (Réseau Afrique 21, ministère de l'Environnement, l'Union européenne (Programme d'appui aux médias en Tunisie/PAMT), la GIZ (Projet d'appui à la gouvernance environnementale et climatique pour une transition écologique en Tunisie), le Forum national d'adaptation au changement climatique (FNAC) et l'ambassade de Suisse à Tunis), initier les médias aux concepts de l'économie circulaire aiderait à vulgariser et à sensibiliser le public à la nécessité de rationaliser la consommation et de muter vers des pratiques plus écologiques. Il s'agit également d'attirer l'attention des politiques publiques et des initiatives privées sur cette alternative de circularité doublement bénéfique sur le plan économique et environnemental.

À l'ouverture de l'atelier, le secrétaire général de l'association Africa21, Julien Chambolle a déclaré, "notre programme qui compte aujourd'hui plus de 850 journalistes bénéficiaires dans 43 pays d'Afrique a pour objectifs d'aider les journalistes à développer une expertise de base sur les enjeux du développement durable, à leur donner accès à des sources d'informations primaires de haute qualité, à des experts internationaux, aux organisations acteurs de la mise en œuvre des ODD et en particulier les organisations internationales". "Il s'agit aussi de leur offrir des opportunités comme par exemple l'organisation de délégations pour couvrir les grands événements internationaux comme c'était le cas l'an passé à la COP 28, et ce grâce au soutien de la Banque africaine de développement".

En plus des interventions d'experts, des visites à des projets d'économie circulaire en Tunisie sont programmés dans le cadre de cette formation.



Amina Haddouche (Tunisie) ; Le réseau genevois de journalistes africains spécialisés dans le développement durable et le changement climatique, africa21, en collaboration avec le PAMT2 et la GIZ, organise une formation ; Radio Oxygène FM, 2 décembre 2024.

Pour écouter le reportage :

<https://www.facebook.com/watch/?v=2610743352647098&rdid=Cjo6oI1pVggXNWHs>

<https://fb.watch/wOkzMADyVI/>



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Vulgarisation du concept #economiecirculaire et son utilité aujourd'hui avec L'expert en économie circulaire Akrem Hadded ; Emission "Environment in your Hands", Albiaanews, 2 décembre 2024.

Pour visionner le reportage :

<https://www.facebook.com/albianews/videos/879346513995543/>

A noter qu'un atelier de formation a démarré le 02 décembre 2024 et se poursuivra jusqu'à 05 décembre sur l'#economiecirculaire pour les journalistes du Maghreb. Cette initiative lancée par l'association #Africa21 en partenariat avec le Forum National de l'Adaptation aux Changements Climatiques en Tunisie et financée par l'#Ambassade de #Suisse_enTunisie, #PAMT2 , et le projet #Pagecte_Giz



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Interview de Julien Chambolle ; Emission "Environment in your Hands", Albiaanews, 2 décembre 2024.

Pour voir l'interview : <https://www.facebook.com/albianews/videos/1305119703967836/>

Déclaration du M Julien Chambolle, le secrétaire général de l'association #Africa21 lors de l'atelier de formation qui a démarré aujourd'hui et se poursuivra jusqu'à 05 Décembre 2024 sur l'#economiecirculaire pour les journalistes du Maghreb. cette initiative est co-organisée par l'association #Africa21 et Forum National de l'Adaptation aux Changements Climatiques en Tunisie et financée par l'#Ambassade de #Suisse_enTunisie, #PAMT2 , et le projet #Pagecte_Giz



Saida Zemzemi (Tunisie) ; L'expert environnemental et membre du Forum national pour l'adaptation au changement climatique (#FNACC) Sondos Fenech parle à #EnvironmentNews du potentiel de coopération du #Maghreb et des grands projets; Emission "Environment in your Hands", Albiaanews, 2 décembre 2024.

Pour voir l'interview :

<https://www.facebook.com/watch/?mibextid=FQVVTg&v=1298711808138622&rdid=h6bH9aUHjvYh33H0>

L'expert environnemental et membre du Forum national pour l'adaptation au changement climatique (#FNACC) Sondos Fenech parle à #Environment_News de la possibilité d'une

coopération #Maghreb et de grands projets communs dans le domaine de l'économie verte et du futur programme et rôle des ONG dans le domaine de l'environnement.



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Hamouda Dakhlaoui, maître de conférences : L'agriculture pluviale sera affectée par le manque de précipitations, en particulier les grandes cultures; Albiaanews, 2 décembre 2024.

Pour accéder à l'article :

<https://www.albiaanews.com.tn/ar/%d8%ad%d9%85%d9%88%d8%af%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%af%d8%ae%d9%84%d8%a7%d9%88%d9%8a%d8%8c-%d8%a3%d8%b3%d8%aa%d8%a7%d8%b0-%d9%85%d8%ad%d8%a7%d8%b6%d8%b1%d8%8c-%d8%b3%d8%aa%d8%aa%d8%a3%d8%ab%d8%b1-%d8%a7/>

Pour accéder à la vidéo de l'interview :

<https://www.youtube.com/watch?v=Poxet7FuUQA&t=8s>



Lors de la formation organisée par Africa 21 en collaboration avec le Forum National d'Adaptation au Changement Climatique pour les journalistes de la région du Maghreb sur l'économie circulaire et les défis climatiques, financée par l'Ambassade de Suisse en Tunisie,

le projet PAMT2 et la GIZ, Environment News a rencontré le Professeur Hamouda Dakhlaoui, enseignant à l'Ecole Nationale d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis et chercheur à l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis dans le laboratoire de modélisation numérique de l'eau et de l'environnement et a eu un dialogue approfondi avec lui sur l'intervention qu'il a présentée lors de l'atelier de formation. A cet égard, il a expliqué que les changements climatiques tels que les sécheresses et les inondations ont des impacts majeurs dans la région du Maghreb qui est un point chaud. Cela entraîne une augmentation des températures d'un demi-degré par rapport au reste du monde. M. Dakhlaoui a prévenu que cette hausse affecterait les précipitations et entraînerait une diminution des précipitations pouvant aller jusqu'à 30 % d'ici la fin du siècle. Cela aura des répercussions sur d'autres secteurs tels que l'agriculture. L'agriculture pluviale sera affectée par le manque de précipitations, en particulier les grandes cultures telles que l'oléiculture. Certaines régions du centre et du sud ne pourront plus cultiver d'olives. « Nous devons trouver une solution pour l'irrigation complémentaire, car l'irrigation pluviale ne suffira pas. Le manque de rendement affectera les cultures. À l'École nationale d'ingénieurs, nous avons abordé l'impact du changement climatique sur le dattier Dagla dans le sud. Ce type d'arbre est arrosé par les eaux souterraines, mais le changement climatique affectera la qualité du produit, la productivité, la salinité du sol et augmentera l'évaporation de l'eau ».

Dakhlaoui a conclu en mettant en garde contre les répercussions du changement climatique sur le domaine de l'eau, notamment l'eau potable ou l'eau de surface, c'est-à-dire l'eau des barrages, selon une étude qu'il a menée à l'Ecole Nationale d'Ingénieurs. Maghreb #Tunisie #Changement climatique #Ecole Nationale d'Ingénieurs

Brahim Mokhliss (Maroc) ; Le Maghreb à l'heure de l'économie circulaire : un tournant décisif face aux défis climatiques ; Le Matin, 3 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lematin.ma/nation/le-maghreb-a-lheure-de-leconomie-circulaire/254139>



Du 2 au 5 décembre 2024, Tunis accueille un atelier régional sur l'économie circulaire comme réponse aux défis climatiques et économiques du Maghreb. Atelier dont les travaux ont été animés par le journaliste scientifique marocain Jalal Al Makhfi. Organisé par l'association «Africa 21», cet événement réunit experts, décideurs et journalistes de la région. L'occasion de dresser un état des lieux des initiatives et d'identifier les leviers d'action pour accélérer la transition vers des modèles plus durables. Ce qui arrive à point nommé, étant donné que le Maghreb se trouve à un tournant de son histoire économique et environnementale. Alors que la région fait partie des zones les plus exposées au monde aux effets du dérèglement climatique, l'urgence d'une transformation profonde de son modèle économique n'a jamais été aussi pressante. Notre journal, présent à cet atelier régional d'envergure, a pu constater l'engagement des acteurs régionaux pour cette transition nécessaire vers l'économie circulaire, considérée comme une réponse structurelle aux défis climatiques.

L'économie circulaire : une révolution nécessaire pour le Maghreb

«L'économie circulaire est une révolution économique et une nouvelle approche dans notre façon de vivre. Elle répond directement à certains des défis les plus importants de nos jours

que sont la crise climatique et la crise de la biodiversité», affirme avec conviction Julien Chambolle, secrétaire général d'«Africa 21». Cette organisation, qui anime un réseau de plus de 850 journalistes dans 43 pays africains, joue un rôle central dans la sensibilisation aux enjeux du développement durable.

La nécessité de ce changement de paradigme est soulignée par Johanna Lanitis, cheffe de mission adjointe à l'ambassade de Suisse en Tunisie, qui met en avant «l'importance d'une coopération régionale face à des défis climatiques qui dépassent les frontières». Une vision partagée par M. Antoine Van der Elst, chargé du programme PAMT2 à la délégation de l'Union européenne, qui insiste sur le fait que «plus que jamais, la transition vers l'économie circulaire et l'adaptation au changement climatique sont des impératifs et non pas un choix».

Un modèle économique à réinventer face à l'urgence climatique

Le constat est sans appel : le modèle économique linéaire actuel, basé sur le triptyque «extraire, transformer, jeter», n'est plus viable. Dre Zina Skandrani, responsable du programme PAGECTE à la GIZ, souligne que «la transition vers l'économie circulaire est cruciale pour réduire notre empreinte écologique et repenser la capacité des pays à absorber les déchets produits par l'exploitation des ressources».

Le Maroc en première ligne de la transition circulaire Le Maroc se distingue par son engagement précoce dans la transition vers l'économie circulaire. La loi-cadre portant Charte nationale de l'environnement et du développement durable traduit cette ambition à travers le Programme national de valorisation des déchets (PNVD). Ce programme vise notamment à promouvoir la gestion intégrée des déchets, organiser des filières de recyclage et créer des emplois verts. Les résultats sont déjà tangibles : depuis 2016, 416 licences ont été accordées aux entreprises d'importation de déchets non dangereux pour la valorisation énergétique ou industrielle. Plus impressionnant encore, le secteur devrait créer pas moins de 60.000 emplois d'ici 2030, démontrant ainsi que l'économie circulaire peut être un véritable moteur de croissance économique.

Une dynamique continentale en marche L'engagement du Maghreb s'inscrit dans une dynamique plus large à l'échelle africaine. Comme le rappelle Julien Chambolle, «notre programme contribue à donner aux journalistes accès à des sources d'informations primaires de haute qualité et à des experts internationaux». Cette mise en réseau est cruciale alors que

l'Union africaine et la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement ont reconnu la circularité comme un domaine prioritaire, notamment dans le cadre du «stimulus vert» post-Covid-19.

Des défis persistants mais des solutions concrètes Les chiffres du dernier rapport «Circularity Gap» sont alarmants : en seulement six ans (2018-2023), l'humanité a consommé plus d'un demi-trillion de tonnes de matériaux, soit 28% de l'ensemble des matériaux utilisés depuis le début du 20e siècle. Face à ce constat, l'atelier de Tunis propose des pistes concrètes d'action, notamment dans quatre secteurs clés : l'alimentation, l'environnement bâti, les biens manufacturés et la mobilité.

Une coopération internationale renforcée

L'engagement international se matérialise également par des partenariats stratégiques. Le Maroc, par exemple, a récemment signé, au cours de la COP29, des accords majeurs avec le Japon et la Hongrie, renforçant ainsi sa position de leader régional dans la transition vers l'économie circulaire. Ces collaborations concernent notamment la gestion des déchets, l'efficacité énergétique et l'adaptation au changement climatique.

Perspectives d'avenir

L'atelier de Tunis marque une étape importante dans la transformation des économies maghrébines. Comme le souligne Dre Skandrani, «le rôle des médias en tant qu'acteurs des transformations sociales est crucial». Les journalistes présents auront la responsabilité de sensibiliser le public et les décideurs à l'importance de cette transition vers une économie plus circulaire et plus résiliente.

La route vers une économie circulaire au Maghreb est encore longue, mais les fondations sont posées. L'engagement des différents acteurs, la multiplication des initiatives concrètes et le renforcement des cadres réglementaires témoignent d'une volonté réelle de transformation. L'enjeu est maintenant de maintenir cette dynamique et d'accélérer la transition vers un modèle économique plus durable, seule réponse viable aux défis climatiques qui s'annoncent.



Driss Laabdi (Maroc) ; Maghreb: Les médias, acteur essentiel pour une transition réussie vers l'économie verte ; FAAPA.info / MAP, 3 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.faapa.info/blog/maghreb-les-medias-acteur-essentiel-pour-une-transition-reussie-vers-leconomie-verte/>

Tunis, 03/12/2024 (MAP) – Les médias constituent un acteur essentiel pour contribuer à une transition réussie vers l'économie verte dans la région du Maghreb, sur fond de défis liés au changement climatique, ont indiqué, mardi à Tunis, les participants à un atelier sur l'économie circulaire.

Initiée par l'association « Africa 21 » en partenariat avec l'Union européenne (UE), l'Agence allemande de la coopération internationale (GIZ), l'Ambassade de Suisse en Tunisie et le programme d'appui l'UE aux médias tunisiens (PAMT2), cette rencontre a été l'occasion de mettre en avant le rôle des supports médiatiques dans la sensibilisation et la promotion de la question écologique auprès des décideurs et des citoyens, en vue de contribuer au succès du passage à l'économie circulaire.

Intervenant à l'ouverture de cet atelier, le secrétaire général de l'association Africa21, Julien Chambolle a affirmé que cette initiative vise à initier les journalistes au concept de l'économie circulaire, thème retenu par l'association pour la période 2023-2024, dans la perspective de les impliquer en matière de sensibilisation des acteurs publics et privés sur l'efficacité de cette alternative.

C'est dans cet esprit que Africa 21 a lancé en 2019 le Réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et en changement climatique, qui compte actuellement plus de 850 journalistes issus de 43 pays d'Afrique, a-t-il expliqué, ajoutant que cet atelier aidera les participants à développer une expertise de base sur l'économie circulaire, perçue comme un vecteur de transition écologique et de réduction de la pression sur les ressources naturelles, tout en leur donnant accès à des sources d'information fiables et de qualité.

Pour sa part, Jalal Makhfi, correspondant de Radio Monté-Carlo au Maroc, également animateur scientifique de cet événement, a soutenu que l'accès aux données scientifiques relatives aux changements climatiques notamment les cartographies des gaz à effet de serre, des ressources hydriques et des composantes minières dans le sol, est l'un des défis majeurs pour les journalistes.

Pour parer à cette problématique, il importe de miser sur la fédération d'une communauté d'experts, de chercheurs et de journalistes magrébins pour faciliter le partage d'informations, d'expertises et de bonnes pratiques, a-t-il proposé.

L'implication des journalistes de la région du Maghreb, a-t-il poursuivi, devient un passage obligé pour débaucher sur un modèle économique rénové à dimension écologique.

Pour Ayad Labbene, expert PAMT2 en adaptation et changement climatique, les médias, dans leur diversité, peuvent avoir un impact positif sur les comportements quotidiens des populations, mais aussi sur les politiques publiques à travers des focus axés sur la nécessité de réduire les pertes et le gaspillage et de préserver les ressources naturelles.

Les journalistes de l'Afrique du Nord, l'une des régions les plus exposées à la menace du dérèglement climatique, sont plus que jamais appelés à adhérer aux efforts dédiés à la transition vers une économie circulaire, a-t-il estimé.

Au menu de cet événement de quatre jours, qui connaît la participation de chercheurs, d'universitaires et d'experts venus notamment du Maroc, de Tunisie et de France, figurent notamment des conférences et une visite de terrain de certaines entreprises opérant en économie circulaire.



**Riadh Sekma (Tunisie) ; l'atelier de Tunis sur l'économie circulaire ;
Radio Tunis, 3 décembre 2024.**

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=4ojPqaOb5Fo>



Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Hammouda Dakhlaoui, expert
tunisien en changements climatiques : «Des mesures d'adaptation
s'imposent» ; Horizons, 3 décembre 2024.**

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=199254>



Hammouda Dakhlaoui, expert Tunisien en changements climatiques, insistera: «des mesures d'adaptation s'imposent».

Face à l'urgence climatique, les pays du Maghreb se trouvent confrontés à des défis cruciaux liés à la gestion des ressources en eau, à la sécurité alimentaire et à la vulnérabilité des zones côtières. Hamouda Dakhlaoui, expert en ressources hydriques et enseignants universitaire revient sur les impacts alarmants du changement climatique dans la région et souligne l'importance d'une action concertée, notamment à travers la collaboration scientifique entre la Tunisie et l'Algérie, pour développer des solutions durables.

Entretien réalisé par Wassila Ould Hamouda

Quels sont les défis auxquels sont confrontés aujourd'hui les pays du Maghreb face aux changements climatiques?

Les défis sont principalement liés aux ressources en eaux, sécurité alimentaires, risques hydro climatiques et vulnérabilité des zones côtières. Pour les ressources en eaux, notre région est déjà classée comme zone pauvre en eau, cette situation sera plus aggravée par les changements climatiques avec une diminution projetée des ressources en eaux de surface qui peut atteindre les 60% dans certains bassins d'ici la fin du siècle. Les pressions excessives sur les nappes souterraines et la diminution de la recharge sont un défi pour ces ressources en eaux souterraines, l'intrusion des eaux de mer risque d'aggraver encore plus la situation.

La diminution projetée des précipitations et l'augmentation de la température forment également un défi pour les cultures pluviales, ou la diminution du rendement est attendu. Des études récentes montrent que certaines régions ne seront plus cultivables par les Olivier à cause du changement projeté de l'étage climatique. Les zones côtières où se concentre la population, l'infrastructure touristique, l'infrastructure portuaire sont aussi très vulnérables face à la surélévation du niveau de la mer.

Vous avez dit dans votre intervention que la situation est alarmante. Quelles sont les priorités selon vous pour faire face aux aléas des changements climatiques?

Je cite un exemple montrant que les mesures d'adaptation sont urgentes. Suite à des années de sécheresse en Tunisie, qui a affecté énormément les eaux de surface, les agriculteurs se sont orientés vers les eaux souterraines en creusant des puits illicites, ceci a engendré une surexploitation des nappes souterraines. Pour les nappes côtières une telle surexploitation entraîne l'intrusion des eaux de la mer causant une dégradation quasi irréversible de ces

nappes. Des mesures d'adaptation basée sur une exploitation durable de ces nappes s'imposent pour sauver la situation.

Vous plaidez pour une action concertée entre les pays du Maghreb. Quelle est la situation actuelle et comment celle-ci peut être organisée?

Oui, il est nécessaire d'avoir plus collaboration pour la gestion des ressources en eaux transfrontalière comme le système aquifère du Sahara septentrional nécessitant plus de collaboration pour plus de durabilité de cette ressource. La collaboration pour le bassin transfrontalier de Medjerdah pourra porter notamment sur la gestion des risques hydroclimatiques avec plus de partage de données nécessaires au développement des systèmes d'alerte précoce contre les inondations au niveau des deux pays.

En quoi consiste la collaboration des chercheurs tunisiens et algériens?

Il y a une forte dynamique de collaboration entre les universités tunisiennes et algérienne sur la question des ressources en eaux et changement climatique. Par exemple, l'École nationale d'ingénieurs de Tunis (ENIT) et l'École nationale supérieure d'hydraulique (ENSH) de Blida font partie du groupement international de recherche sur les risques hydroclimatiques au Maghreb (GDRI RHyMa) et nous sommes entrain de mener des travaux de recherches et faire des publications communes notamment sur les effets hydrologiques de cc et sur les systèmes d'alerte contre les inondations. Une collaboration entre les deux universités a porté sur l'efficience de l'eau dans les systèmes Agro-silvo-pastoral sous changement climatique, dans le cadre du projet Prima SWATCH clôturé cette année.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Mme Chantal Line Carpentier: Le plastique se déplace via le commerce, mais les déchets restent; L'Echo tunisien, 3 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lecho tunisien.com/mme-chantal-line-carpentier-le-plastique-se-deplace-via-le-commerce-mais-les-dechets-restent/>



Mme Chantal Line Carpentier, Chef du service commerce, environnement, changement climatique et développement durable à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a présenté aujourd'hui, mardi 3 décembre 2024, le cadre global et les objectifs de développement durable (ODD) N°12 lors de la troisième session sur le paysage de l'économie circulaire au Maghreb. Cet événement se déroule dans le cadre d'un atelier qui a débuté le lundi 2 décembre à Tunis et se poursuivra jusqu'au 5 décembre. L'atelier rassemble une vingtaine de journalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, ainsi que des experts et des représentants d'organisations concernées.

Dans un contexte où la pression sur les ressources s'intensifie, Mme Carpentier a souligné l'importance d'adopter des modèles économiques durables et résilients. Elle a mis l'accent sur l'ODD 12, qui encourage les entreprises, notamment les grandes entreprises transnationales, à intégrer des pratiques durables dans leurs rapports.

En 2021, le commerce mondial des plastiques a atteint 389 millions de tonnes pour une valeur de 1,2 trillion de dollars, représentant une augmentation de 30 % par rapport à 2020. Elle a également insisté sur la nécessité d'éviter des pertes considérables liées aux plastiques en promouvant des initiatives telles que la cartographie des substituts de plastique d'origine marine et en aidant les pays à réglementer les produits biodégradables.

Un modèle économique innovant qui vise à transformer notre approche de la production et de la consommation en réduisant le gaspillage et en maximisant l'utilisation des ressources doit être mis en place. Contrairement au modèle linéaire traditionnel, qui suit le schéma « extraire, produire, consommer, jeter », l'économie circulaire cherche à prolonger la durée de vie des produits en favorisant leur réutilisation, leur réparation et leur recyclage. En adoptant des pratiques d'écoconception, les entreprises peuvent créer des produits durables qui nécessitent moins de matières premières et génèrent moins de déchets. En outre, elle contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ce qui est essentiel dans le contexte actuel de crise climatique.

En conclusion de son intervention, Mme Carpentier a souligné que bien que le plastique soit transporté par le commerce, les déchets eux-mêmes demeurent un défi majeur. Cette situation appelle à une action concertée pour développer des solutions innovantes qui minimisent l'impact environnemental tout en favorisant une économie circulaire dans la région du Maghreb.



**Najeh Kharrez (Tunisie) ; Mohamed Temimi, CEO, Tunisian Campers;
L'Echo tunisien, 3 décembre 2024.**

Pour voir la vidéo de l'interview : <https://www.youtube.com/watch?v=teHp-1aKPKA&t=46s>

e-BOURSE

Rabah Karali (Algérie) ; Pour plus de climat dans les médias ;
Ebourse.dz, 3 décembre 2024.

Ouverture à Tunis de l'atelier maghrébin sur l'économie circulaire et le changement climatique Pour plus de climat dans les médias

Lors de l'inauguration, hier à Tunis, de l'atelier maghrébin sur l'économie circulaire et le changement climatique, Julien Chambolle, Secrétaire général d'Africa 21, a mis en relief les objectifs de l'organisation de cet important évènement média mais aussi les attentes d'une vingtaine de journalistes maghrébains qui participent à cet atelier.

De Tunis, Rabah Karali

Du coup, les enjeux sont multiples, entre autres les approvisionnements durables, éco-conception, écologie industrielle et territoriale, économie de fonctionnalité, consommation responsable, allongement de la durée de vie des produits ou encore amélioration de la prévention, de la gestion et du recyclage des déchets. Partant du principe que la majorité du système économique dans le monde actuel est basé sur une utilisation linéaire des matières premières, celle d'une société de consommation rapide et de masse, du jetable : extraire, transformer, utiliser et jeter, il s'avère que ce modèle n'est plus soutenable à long terme face aux défis environnementaux et climatiques d'une planète aux ressources limitées. De plus, les effets secondaires de ce modèle productiviste, d'un point de vue socio-économique, sanitaire et géopolitique, sont bien connus. Dans un contexte où les acteurs du continent africain sont invités à accélérer l'industrialisation et la création d'emplois, un nouveau modèle doit être réinventé. C'est dans ce contexte que le renforcement des capacités des journalistes dans le domaine de l'environnement, notamment le thème en question qui est désormais plus que nécessaire. En effet, par rapport au programme de ce regroupement médiatique, les questions les

plus actuelles seront traitées par le truchement de conférences et de débats entre les experts de différents horizons et les journalistes. En fait, il s'agit des enjeux environnementaux des économies du Maghreb dans le contexte du changement climatique, de l'impact sur le vivant et les ressources, vers une gestion raisonnée des ressources pour des économies durables : l'économie circulaire comme une solution (définition, principes et déclinaisons) et bien d'autres sujets.

Le cas de l'Algérie est similaire à celui de tous les pays de l'Afrique du Nord

Force est de reconnaître que la répétition des scénarios climatiques catastrophiques dans tous les pays de l'Afrique du Nord seront de plus en plus fréquents, paroles d'experts. Décidément, ce sont les changements climatiques qui sont pointés du doigt. En Algérie, les conséquences sont, sans trop exagérer, évaluées à coût de milliards de dinars de pertes économiques mais également en termes de désastres écologiques.

Dans le chapitre du phénomène naturel de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs années, l'opinion publique, notamment les agriculteurs et certains gros industriels, ne peut que prendre son mal en patience, nonobstant le défaut de déclaration de l'alerte officielle de la part des autorités compétentes. Les saisons des pluies, en période hivernale, se font

ont nos partenaires :



ardemment désirer, alors que les prévisions météorologiques pour les prochaines années, le moins que l'on puisse dire, très défaitistes.

Cependant, ces événements, à juste titre très contraignants pour tout le monde, sont partagés par la quasi-totalité de l'humanité. Selon plusieurs rapports et études des institutions et organisations internationales spécialisées dans le domaine des changements climatiques, les événements climatiques extrêmes (sécheresses, canicules, inondations, ouragans, feux de forêt...) ont causé des pertes économiques cumulées d'environ 253 milliards de dollars rien qu'en 2021. D'ailleurs, la plupart des pays du monde contribuent eux-mêmes à ces crises sanitaires et alimentaires en subventionnant les énergies fossiles, condamnant unanimement les auteurs de ces documents.

Dérèglement climatique : l'Algérie bascule de pays semi-aride à pays fortement aride
« Parler des intempéries et des changements climatiques en Algérie ou dans tout autre pays est devenu une question publique de tous les jours,

étant étroitement liée à la situation climatique mondiale, fortement affectée par le réchauffement climatique. Les défis demeurent immenses, mais maîtrisables ! L'alarmisme. Pour aboutir à un système fiable et fonctionnel pour faire face au problème de la sécheresse et, partant, se préparer à une résilience efficace, l'Algérie s'est armée d'un Plan national de lutte contre la sécheresse lequel est entré en application dès 2019, alors qu'il est actualisé en 2024.

Cependant, les études réalisées par des spécialistes dans le domaine indiquaient qu'au cours des prochaines années et jusqu'en 2030 ou encore en 2050, la pluviométrie saisonnière diminuera à 20%, voire oscillera entre 15 et 30%. « Si les émissions de gaz ne sont pas réduites ou atténuées en prenant les mesures nécessaires, il est possible d'atteindre un hiver sans pluie », ont-ils mis en garde. En outre ces derniers ont affirmé que l'« on constate que les taux de pluviométrie ont diminué en Algérie au cours des trente dernières années, alors que l'Algérie a basculé de

pays pratiquement semi-aride à pays fortement aride, notamment à l'Ouest, où il a été constaté un glissement des étages bioclimatiques d'environ 150 kilomètres au Nord. La rareté des précipitations et le prolongement de la sécheresse ont provoqué un décalage des cycles végétatifs des cultures ». Il n'y a pas photo !

Pour information, le Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique est un programme d'Africa 21 lancé en 2019 qui compte aujourd'hui plus de 850 journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision dans 43 pays africains.

Cette initiative collabore très régulièrement avec les acteurs de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de ses 17 ODD en Afrique, en sensibilisant les journalistes, en facilitant le partage d'informations et d'expertises, en offrant des clés de compréhension des enjeux, en encourageant le débat et en mettant en réseau les différents acteurs. Le thème retenu pour la période 2023-2024 est l'économie circulaire.



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Sami Badreddine, Expert principal du programme PAMT2: L'atelier touche l'Environnement et l'Economie Circulaire qui sont des enjeux pour l'Afrique et le Maghreb ; AlbiaaNews, 3 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.albiaanews.com.tn/sami-badreddine-pamt2-latelier-touche-tout-ce-qui-est-environnement-et-economie-circulaire/>

Pour voir la vidéo de l'interview : <https://www.youtube.com/watch?v=Vu5c11xguNO>



Dans le cadre d'un atelier co-organisé par l'association #Africa21 et le forum national d'adaptation aux changements climatiques #Fnacc sous le thème de l'économie circulaire du 02 au 05 décembre 2024, à Tunis, l'expert principal n° 3 au sein du Programme d'appui aux médias en Tunisie (phase 2) #PAMT2 M. Sami Badreddine a déclaré à @albiaanewsmedia que cet événement important s'intéresse à l'#environnement et à l'#économie_circulaire et qu'il est le fruit d'un partenariat avec la #GIZ, le projet #PAJECTE et la #Coopération_Suisse. « Il réunit plus d'une vingtaine de #journalistes, notamment du #Maroc, de l'#Algérie et de la #Tunisie. Et en fait, pendant trois jours et demi, les journalistes vont échanger avec des experts sur l'implication du changement climatique dans la région d'Afrique du Nord », a-t-il affirmé.

D'après Badreddine, cet événement a pris place grâce à l'initiative de l'association « #Africa21 » basée en Suisse qui fait des événements au niveau continental en Afrique. , à savoir : la sécheresse, l'adaptation climatique, l'érosion du littoral. Cette fois-ci, le focus a été mis sur l'Afrique du Nord, avec l'intérêt particulier pour les défis auxquels fait face cette région, à savoir : la sécheresse, l'adaptation climatique, l'érosion du littoral.

« Ces différentes questions vont être débattues. Donc, il y a une dimension par rapport à l'économie circulaire et son rôle justement pour mieux adapter les populations au changement climatique. Parce que c'est toute une dynamique qui touche à la fois le climat et l'activité économique », a-t-il expliqué.

L'expert a clôturé en soulignant que cette formation est intéressante pour les journalistes dans le sens où elle permet de les initier à ces questions qui sont d'un enjeu primordial pour les populations de l'Afrique du Nord et du Maghreb. En plus, elle leur permet aussi de vulgariser l'information, d'être en contact avec des experts, de faire du réseautage et d'une certaine façon de pouvoir avancer.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Tunisian Campers : Une aventure écologique au cœur de la Tunisie; L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lecho tunisien.com/tunisian-campers-une-aventure-ecologique-au-coeur-de-la-tunisie/>



En 2015, lors d'un voyage en Europe, Mohamed Temimi fait sa première randonnée et découvre les bienfaits de la nature sur son corps et son esprit. Il se souvient: « En route vers la forêt, j'étais de plus en plus fasciné par la couleur verte qu'elle dégageait au loin. Mystérieuse, sans pareil. Si j'ai appris une chose au cours du temps que j'ai passé dans la nature, c'est que son énergie est pure et propre ». Ce moment déclenche en lui une passion pour l'exploration de la nature, qu'il considère comme la plus grande richesse de la Tunisie.

Une vision durable et un engagement environnemental

De retour à Tunis, M. Temimi commence à voyager à travers le pays, explorant des forêts vierges, des plages désertes et des montagnes. En 2020, il fonde Tunisian Campers, une entreprise dédiée aux activités sportives en plein air dans des lieux naturels non aménagés. Il déclare : « Nous organisons des événements dans la nature vierge, c'est-à-dire loin de toute construction ou aménagement artificiel », a déclaré M. Temimi lors son intervention lors dans l'atelier qui porte sur l'économie circulaire et les défis liés aux changements climatiques dans

la région du Maghreb en rassemblant une vingtaine de journalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, ainsi que des experts et des représentants d'organisations concernées.

L'entreprise met un point d'honneur à respecter et protéger les sites naturels visités, intégrant des activités sportives et spirituelles pour offrir des expériences uniques à sa communauté.

Engagement social

Tunisian Campers ne se limite pas à l'écotourisme ; elle favorise également un engagement social par le biais d'un système d'ambassadeurs. Ces ambassadeurs, issus de régions défavorisées, contribuent à la création de nouveaux métiers liés à l'écotourisme et jouent un rôle clé dans l'unification du territoire tunisien. Ils sont impliqués dans diverses fonctions telles que guides de randonnée ou superviseurs d'activités.

Charte environnementale de Tunisian Campers

CHARTRE ENVIRONNEMENTALE TUNISIAN CAMPERS
CREATING ADVENTURES

L'un de nos principaux objectifs est de sensibiliser aux comportements responsables à adopter pour la préservation de notre environnement. Cette charte est destinée à tous les participants.

- Remplacement des bouteilles par des gourdes (Nous offrons une gourde à chaque nouveau participant)
- Si vous souhaitez ramener des yaourts ou autres produits, veuillez à les acheter en gros et non emballés
- Remplacement des sacs en plastique par des tote-bags (sacs en tissu, paniers, koffas)
- La vaisselle jetable (assiettes, verres, couverts) n'est pas acceptée. Pour ceux et celles qui préfèrent l'utilisation de leur propre vaisselle, veuillez vous doter d'éléments incassable et réutilisable.
*La vaisselle est fournie lors de nos événements
- N'apportez que ce que vous êtes certains de consommer. Nous limitons le gaspillage
- Lorsque nous nous rendons dans les aires protégées, il est strictement interdit de pêcher ou de chasser
- Il est strictement interdit de cueillir ou de consommer les champignons et/ou les plantes sous toutes leurs formes sans la permission de l'accompagnateur
- Veillez à respecter la faune et la flore. Cela consiste à ne pas endommager les plantes que nous croisons en pleine nature et à ne pas produire de nuisances sonores qui pourraient déranger les animaux vivant sur place
- Nous nettoyons l'espace du campement et les circuits de randonnée en ramassant les déchets que nous trouvons
- Nous prenons toutes les précautions nécessaires quant au feu de camp et avons à disposition un extincteur en tout temps.



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Julien Chambolle, le secrétaire général d’Africa 21 : « l’économie circulaire est une révolution économique et d’une nouvelle approche. » ; Albiaanews, 4 décembre 2024.

Pour accéder à l’article : <https://www.albiaanews.com.tn/julien-chambolle-le-secetaire-general-du-reseau-des-journalistes-africains-africa-21-leconomie-circulaire-sagit-de-toute-une-revolution-economique-et-dune-nouvell/>



Dans le cadre du développement des activités du Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique, l’Association Africa21, a organisé un atelier de formation sur l’économie circulaire et ce du 02 à 05 décembre 2024, à Tunis avec le soutien du programme PAMT2 de l’Union européenne, de l’Ambassade de Suisse en Tunisie et de la GIZ,

Dans une intervention à Albiaanews, Julien Chambolle, le secrétaire général du Réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et changement climatique « Africa 21 » a mis en avant l’importance de l’économie circulaire et son rôle décisif face aux défis climatiques, et ce dans le sillage d’un atelier régional sous le thème de l’économie circulaire

organisé par l'association « Africa 21 » et s'étendant du 2 au 5 décembre 2024 à Tunis en réunissant des experts, décideurs et journalistes venus de toute la région.

Pour Chambolle, l'économie circulaire s'agit de toute une révolution économique et d'une nouvelle approche dans la façon de vivre de l'homme. « Elle constitue une réponse aux défis les plus importants de notre époque, parmi lesquels la crise climatique et la crise de la biodiversité », a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : « Notre programme, financé par l'Union européenne, l'ambassade de Suisse et la GIZ, comprend 850 journalistes issus de 43 pays d'Afrique et œuvre à aider les journalistes à aiguiser leur expertise de base sur les enjeux du développement durable et à mettre à leur disposition des sources d'informations primaires de haute qualité ainsi que des experts internationaux et des organisations internationales ».

De même, le secrétaire général d'« Africa 21 » affirme que cet atelier offrira aussi aux journalistes des opportunités au niveau de l'organisation de délégations en vue de couvrir les grands événements internationaux tels que la Conférence des parties (COP). Et ce, grâce à l'aide de la Banque africaine de développement.

À noter que l'évènement a été marqué aussi par la présence de Johanna Lanitis, cheffe de mission adjointe à l'ambassade de Suisse en Tunisie, du chargé du programme PAMT2 à la délégation de l'Union européenne, Antoine Van der Elst et de Zina Skandrani, responsable du programme PAGECTE à la GIZ, pour ne citer qu'eux. et par la participation de l'Union pour la Méditerranée, de MEDECC, du Plan Bleu, de nombreuses organisations de l'ONU.



Najeh Kharrez (Tunisie) ; Jamal Hanbali est un inventeur tunisien qui a reçu le prix de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI); L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.

Pour voir la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=k2ecf0LP_BI&t=40s



Najeh Kharrez (Tunisie) ; Traitement des eaux usées en Tunisie: Exemple de l'ONAS Mornaguia; L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=02w-mA3p-X0>



Najeh Kharrez (Tunisie) ; Recyclage des déchets de chantiers en Tunisie; L'Echo tunisien, 4 décembre 2024.

Pour voir la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=97IU_2oleio



Amina Haddouche (Tunisie) ; Julien Chambolle, secrétaire général d'Africa 21, nous présente Africa 21 et l'importance de la formation régionale sur l'économie circulaire à laquelle les journalistes ont participé ; Radio Oxygène FM, 5 décembre 2024.

Pour écouter le reportage :

<https://www.facebook.com/watch/?v=1283151886108981&rdid=YUIzotGzbWb6qPtH>

Bash présente Africa 21 et l'importance de la formation régionale sur l'économie circulaire à laquelle 20 journalistes de Tunisie, d'Algérie et du Maroc ont participé avec sa collègue #Amina_Haddouche, l'une des participantes à la formation.



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Mohsen Ayadi est responsable de la qualité au sein de l'entreprise tunisienne de batteries « Assad » : Nous recyclons les piles usagées parce que nous nous engageons à préserver l'environnement et le milieu social; AlbiaaNews, 5 décembre 2024.

Pour accéder à l'article :

<https://www.albiaanews.com.tn/ar/%d9%85%d8%ad%d8%b3%d9%86-%d8%a7%d9%84%d8%b9%d9%8a%d8%a7%d8%af%d9%8a-%d9%85%d8%b3%d8%a4%d9%88%d9%84-%d8%b9%d9%86-%d8%a7%d9%84%d8%ac%d9%88%d8%af%d8%a9-%d8%a8%d8%b4%d8%b1%d9%83%d8%a9-%d8%a7%d9%84%d8%a8/>

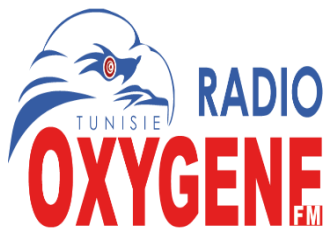
Pour voir la vidéo de l'interview : <https://www.youtube.com/watch?v=c6DsPSOZA40>



En marge de la formation organisée par Africa 21 en collaboration avec le Forum national d'adaptation au changement climatique (Fnacc) sur l'économie circulaire #economiecirculaire, financée par l'Ambassade de Suisse en Tunisie #Ambassade_de_Suisse_enTunisie les 02, 03, 04 et 05 décembre 2024, à Tunis pour 20 journalistes du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Mohsen Ayadi, responsable qualité à la société tunisienne de batteries « Assad », a déclaré à Environment News que l'une des tâches de l'unité de recyclage de la société est de recycler les déchets de batteries usagées et de les transformer en plomb, ainsi que de valoriser les plastiques et le polypropylène en refaisant de nouveaux des bacs pour la production de batteries. « Nous contribuons à la préservation de l'environnement en éliminant ces déchets dangereux que sont les piles, en les valorisant et en les convertissant en plomb et autres plastiques », a-t-il ajouté. « Selon M. Ayadi, la société est située à Nabeul, plus précisément dans la zone industrielle de Bouargoub. Elle dispose de sa propre unité de recyclage, créée en 2003 et chargée de recycler environ 10 000 tonnes par an de déchets usagés.

10 000 tonnes par an de piles usagées et la valorisation d'environ 600 tonnes par an de polypropylène. Il a expliqué que l'entreprise dispose d'un circuit complet de collecte des déchets. Elle dispose de centres de collecte situés dans ses succursales. Les piles sont collectées auprès des différentes entités qui possèdent des piles usagées, qu'il s'agisse d'institutions ou d'entreprises de télécommunications, et sont ensuite envoyées à l'unité de recyclage. « Il existe des lois régissant l'activité de collecte des piles usagées, et nous traitons avec plusieurs parties qui possèdent des piles usagées et qui souhaitent les éliminer d'une manière conforme à la loi et dans le cadre de la préservation de l'environnement. « Il existe des lois régissant la collecte des piles usagées, et nous avons affaire à plusieurs parties qui possèdent des piles usagées et qui souhaitent les éliminer d'une manière conforme à la loi et dans le cadre de la préservation de l'environnement », a déclaré M. Ayadi. Quant à la

valorisation du polypropylène. L'entreprise traite avec des tiers reconnus et l'usine de PVC actuelle est située en Tunisie, d'où l'entreprise importe du PVC usagé. #Économie circulaire #Recyclage des batteries #Batterie Assad #Climat #Tunisie



**Amina Haddouche (Tunisie) ; M. Robin Degron Directeur du PLAN BLEU
Centre des Nations unies pour la recherche et l'étude de
l'environnement ; Radio Oxygène FM, 5 décembre 2024.**

Pour écouter le reportage :

<https://www.facebook.com/watch/?v=518998567265507&rdid=P4bos1HIMOh4zMNu>



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Zuhair Baklouti, ingénieur général à la municipalité de Mahdia, directeur de la protection de l'environnement et consultant en environnement : Notre mission est multiforme et riche en changements de comportements des citoyens ; AlbiaaNews, jeudi 5 décembre 2024.

Pour accéder à l'article :

<https://www.albiaanews.com.tn/ar/%d8%b2%d9%87%d9%8a%d8%b1-%d8%a7%d9%84%d8%a8%d9%82%d9%84%d9%88%d8%b7%d9%8a%d8%8c-%d9%85%d8%b3%d8%aa%d8%b4%d8%a7%d8%b1-%d8%a8%d9%8a%d8%a6%d9%8a-%d9%85%d9%87%d9%85%d8%aa%d9%86%d8%a7-%d9%85%d8%aa%d8%b9/>

Pour voir l'interview : https://www.youtube.com/watch?v=gT_uHxphbaY



Dans le cadre de la formation organisée par #Africa21 en collaboration avec le Forum national pour l'adaptation au changement climatique (FNACC) et l'Agence de coopération allemande

(GIZ), financée par l'ambassade de #Suisse en Tunisie et le projet #pamt2 sur l'économie #circulaire, Zuhair Baklouti, ingénieur général de la municipalité de Mahdia, responsable de la prise en charge de l'environnement, consultant en environnement et membre du Forum national pour l'adaptation au changement climatique, a raconté à Environment News sa riche expérience pour l'obtention d'un certificat de consultant en environnement. « J'ai obtenu mon certificat après avoir travaillé dur. Avec un groupe de collègues, je suis venu de municipalités de tout le pays. Au départ, nous étions 20, mais au final, seules 19 personnes ont été certifiées », a-t-il déclaré. Selon M. Baklouti, le statut de conseiller en environnement est accordé dans le cadre de la coopération CITAT de la Belgique avec le Centre de technologie environnementale de Tunis et le Centre d'appui à la décentralisation. Vingt conseillers en environnement ont été sélectionnés dans toutes les municipalités après un appel à candidatures ouvert, a-t-il précisé. Ils ont suivi un programme de formation d'un an. Il s'agit d'une formation technique dans le domaine de l'environnement et de tout ce qui concerne le changement climatique, l'eau et la pollution. En d'autres termes, tout ce qui a trait aux questions environnementales. En outre, une formation dans le domaine de la communication, des méthodes de communication et des techniques de communication telles que la prise de parole en public et l'écoute active. « Il y a plusieurs techniques que nous avons réussi à acquérir et qui nous aideront dans notre travail. Le consultant en environnement accomplit plusieurs tâches en tant que gestionnaire de programme, communicateur et agent de changement qui aide à modifier les comportements des citoyens », a-t-il déclaré. Il estime que ce plan est important et devrait être généralisé. Il y a des velléités d'ajouter une deuxième et une troisième promotion à condition que la formation soit tuniso-tunisienne.

#Économie circulaire #Conseiller en environnement #Tunisie #Africa21 #fnacc
#Ambassade_deSuisse_enTunisie #pamt2

Driss Laabdi (Maroc) ; Directeur du Plan Bleu du PNUE: Le Maroc, un modèle de transition écologique en Méditerranée ; La Relève, 5 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lareleve.ma/139182/>



Le Maroc, pleinement engagé pour la protection de l'environnement sous la sage conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, est un modèle de transition écologique dans la région de la Méditerranée, a affirmé, mercredi à Tunis, le directeur du Plan Bleu relevant du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Robin Degron.

Dans une interview accordée à la MAP en marge d'un atelier sur l'économie circulaire qui se tient à Tunis à l'initiative de l'association « Africa 21 », M. Degron a indiqué que « grâce à la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, des pas importants ont été franchis dans le domaine de la transition écologique, permettant de porter des politiques sur le long terme », ce qui fait du Royaume un « véritable modèle dans la région ». Mettant en avant les efforts consentis par le Royaume à travers des initiatives ambitieuses visant à répondre aux défis environnementaux tels que le stress hydrique, le changement climatique et l'érosion des côtes, il a souligné que Maroc est « un partenaire fiable du Plan Bleu qui va de l'avant sur la voie de

la transition écologique et un cas d'étude véritablement intéressant dans la région méditerranéenne ».

Le Plan Bleu, organisme clé du système des Nations Unies pour le développement durable en Méditerranée, qui a pour mission de promouvoir la coopération régionale autour des enjeux environnementaux, « mène un projet dans la région Nord du Maroc à la faveur d'une collaboration fructueuse avec l'État, les collectivités territoriales et les acteurs locaux, pour accompagner les politiques publiques avec des outils techniques et des financements internationaux », a expliqué le responsable onusien.

Conscient de l'ampleur des défis environnementaux, le Maroc, moyennant un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a engagé, depuis trois ans, un projet piloté par le Plan Bleu dédié à l'aménagement des zones côtières dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima et couvrant près de 400 kilomètres de littoral méditerranéen, a précisé M. Degron.

Ce projet a mobilisé une expertise internationale, « notamment avec nos collègues en Croatie, pour accompagner les acteurs locaux dans la définition d'une stratégie d'aménagement des zones côtières », a-t-il rappelé, saluant, par la même occasion, l'engagement des entités décentralisées marocaines sans lequel la mise en œuvre territoriale des projets ne peut aboutir.

Cette initiative s'est concentrée sur l'élaboration de solutions concrètes et adaptées tenant compte des scénarios d'évolution du trait de côte, a relevé le directeur du Plan Bleu, ajoutant que ces solutions incluent la création de zones d'expansion des eaux, la restauration de zones humides et, dans certains cas, la construction de digues.

« Il s'agit d'un travail minutieux de planification, segment par segment, visant à limiter les impacts des changements climatiques tout en promouvant des solutions fondées sur la nature », a-t-il détaillé, affirmant que les résultats de cette collaboration sont déjà tangibles à la lumière d'une planification opérationnelle pour l'aménagement des zones côtières dans ladite région.

Sur le plan régional, le directeur du Plan Bleu a mis l'accent sur l'importance de la gestion intégrée des zones côtières, un concept clé de la Convention de Barcelone, que le Maroc applique déjà avec succès, notant que « l'approche marocaine devrait servir de modèle pour d'autres pays méditerranéens, dont certains restent au point mort ».

Dans le domaine de l'urbanisme, M. Degron s'est félicité de la vision claire et du niveau de planification dont dispose le Royaume, saluant dans ce sens la forte tradition de planification au Maroc et le rôle important que jouent les institutions, comme l'École nationale d'architecture de Rabat, dans la formation des compétences locales.



نوفمبر العجيد.. وفاء وتجديد

Horizons

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Wassila Ould Hamouda (Algérie) ; Robin Degron, Directeur du Plan Bleu du PNUE : «La Grande bleue est en alerte rouge»; Horizons, 5 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.horizons.dz/?p=200319>



Robin Degron, directeur du Plan bleu du PNUE, tire la sonnette d'alarme sur l'état de la mer Méditerranée et avertit que «la Grande bleue est en alerte rouge».

Participant à l'atelier organisé par Africa 21 sur l'économie circulaire et les changements climatiques, à Tunis du 2 au 5 décembre, le directeur du Plan bleu (plan d'action pour la Méditerranée lancé dans le cadre du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) aborde, dans cet entretien, les enjeux liés aux changements climatiques et leur impact sur la biodiversité, la santé humaine et les activités économiques. Robin Degron souligne que l'augmentation des températures et la pollution, notamment par le plastique, menacent l'écosystème marin, la sécurité alimentaire et la santé des populations. Il plaide pour une prise de conscience collective et des actions pour préserver notre environnement et notre avenir.

Entretien réalisé par notre envoyée spéciale à Tunis Wassila Ould Hamouda

Dans quel état se trouve aujourd'hui la Méditerranée?

La Grande bleue est en alerte rouge. La situation n'est pas bonne avec l'augmentation des températures et une Méditerranée déjà à 20% de plus de réchauffement que la moyenne mondiale. La tendance va s'accroître. Vers la fin du siècle, la Méditerranée aura en moyenne de +4 à +5 degrés de plus par rapport à la période pré-industrielle (1850-1900). Nous sommes au début de l'évolution et cela ne veut pas dire simplement que le mercure monte mais cela aura des conséquences sur la biodiversité, nous-mêmes et notre santé.

Quel est l'impact du réchauffement sur la biodiversité et tout l'écosystème marin?

Les changements climatiques, l'augmentation de la température, de l'évaporation de l'eau ont plusieurs impacts. Biodiversité est un terme un peu technocratique, un peu scientifique. C'est le vivant en mer, sur terre notamment hommes, plantes et animaux. L'augmentation de la température et la baisse de l'eau douce sont préjudiciables pour des espèces, comme *Pinna nobilis* (la grande nacre), *Posidonia oceanica*..., des plantes habituées à vivre dans des conditions plutôt plus fraîches. Cela implique symétriquement une invasion ou une tropicalisation de la Méditerranée avec des espèces venant de l'océan Indien, habituées à des eaux plus chaudes et qui remontent en Méditerranée par le canal de Suez.

Donc, cela change et fragilise la flore endémique méditerranéenne et induit des flux de nouvelles espèces dites invasives qui suivent les flux de température. Sur la terre, des espèces qui supportent moins la chaleur chauffent davantage. Il y a une perte d'eau et un échauffement pour un certain nombre d'espèces agricoles, comme le blé. La production agricole et la

biodiversité diminuent. Cela touche à la sécurité alimentaire. En remontant la chaîne alimentaire, nous sommes sensibles à notre milieu.

Plus il fait chaud, plus on transpire, plus cela nous fatigue. Les nourrissons, les personnes âgées ont plus de mal. Et puis, bientôt, pour tout le monde, d'autant plus qu'avec l'augmentation de la température dans des zones où il y a déjà beaucoup de pollution atmosphérique, cela peut aussi toucher le système respiratoire. Cela peut également, avec les espèces invasives, être un vecteur ou une accélération de maladies dites vectorielles, qui remontent, elles aussi, par le Sud et qui peuvent affecter plus gravement.

Dans quelle mesure les activités économiques sont-elles affectées?

Les impacts sont majeurs car nous dépendons du vivant. Il y a peu de choses que nous faisons qui ne soient pas appuyées sur le vivant. C'est la pêche, l'agriculture, l'aquaculture et la forêt qui dépend, d'une certaine manière, des conditions climatiques. Notre histoire rurale est ancrée dans la nature, même si nous nous en sommes abstraits avec le temps. Nous avons besoin d'espaces verts en ville, aussi. D'une certaine manière, des activités plus secondaires et industrielles qui ont besoin d'eau, de matériaux, comme le bois et des activités tertiaires sont impactées.

Les banques ont des actifs, par exemple, des hôtels en bord de mer vont être touchés par l'adaptation au changement climatique, notamment par la montée des eaux. Ces actifs vont se déprécier et entraîner la dépréciation d'un certain nombre d'actifs bancaires. Cela va renchérir enfin le coût des assurances. Du secteur primaire au secteur tertiaire, il y a un effet cascade des conséquences d'un réchauffement climatique inéluctable.

Quels sont les scénarios attendus pour l'avenir et comment s'y adapter?

Au Plan bleu, nous allons sortir début 2025 un rapport de prospective sur la Méditerranée en 2050 (MED 50). Les scénarios possibles sont multiples. Il y a le scénario du statu quo, tel qu'on est aujourd'hui, qui n'est pas sur une pente très positive. Il y a les scénarios d'aggravation, avec plus de divisions, de guerres. Il faut essayer de sortir de la difficulté par des innovations technologiques qui n'ont pas forcément résolu le problème de fond.

Et enfin, il y a des scénarios du meilleur, qui consistent à ce que nous nous unissions, si j'ose dire, autour de la Méditerranée, notamment avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la France,

l'Espagne, l'Italie, pour essayer de faire circuler les bonnes pratiques, trouver des financements pour nous adapter et changer peut-être nos comportements de consommateurs, en particulier dans les pays du Nord, pour acheter, par exemple, moins de fraises et de tomates au milieu de l'hiver.

Et dans les pays du Sud, peut-être se recentrer sur des productions plus vivrières, repenser l'économie de manière à éviter les exportations d'eau du Maghreb, qui en manque, vers l'Europe du Nord, qui n'en manque pas. Cela implique des changements assez radicaux.

La Méditerranée est en passe de devenir une mer en plastique. Quelles actions peuvent être mises en place pour lutter contre ce phénomène?

La pollution du plastique est une question de stock et de flux. Le premier est déjà très important. Des milliers de millions de tonnes de plastique accumulées mettront du temps à se dégrader. Nous avons ce stock-là à gérer. Les macroplastiques, à la limite, nous pouvons les ramasser et les purger progressivement. Vous avez des projets marins, par exemple, de collecte avec des filets dérivants qui vont collecter les plastiques. On peut essayer de gérer le stock de cette manière. Mais il y a aussi beaucoup de plastiques qui ne sont pas des macroplastiques, mais des microplastiques, qui sont maintenant dans la chaîne alimentaire et qui sont ingérés.

Ce n'est pas en soi un problème de santé publique considérable, mais cela participe à la toxicité du milieu, de moins en moins naturel, et cela peut avoir des effets à long terme que nous ne maîtrisons pas, notamment chez les femmes enceintes qui ingèrent beaucoup de plastique à travers les produits de la mer et les poissons qui mangent du plastique. Nous ne maîtrisons pas bien ces effets, ce n'est pas de la dioxine, mais ce n'est pas forcément très bon d'ingérer du plastique. Le stock doit être géré avec précaution et détermination. Il y a aussi le flux: il faut éviter d'enrichir ce stock par de nouveaux flux. Il faut limiter la production de plastique à la source.

Nous sommes sur le thème de l'économie circulaire: essayer de concevoir des produits moins riches en plastique, qu'on puisse recycler et valoriser d'une manière ou d'une autre, en matière ou en énergie, pour limiter les flux en amont. Nous n'en sommes pas encore là, et nous avons toujours des flux croissants, sur la rive Nord ou la rive Sud-Est de la Méditerranée, avec une tendance d'augmentation quasi linéaire des flux de plastique. Nous ne sommes qu'au début

du chemin avec le plastique. Il y a le macro et le micro et des efforts à faire pour les consommateurs. L'Union européenne (UE) commence à bouger, mais nous sommes encore loin du compte.

Les négociations internationales sur la limitation du plastique se corsent. Quelles sont les perspectives pour 2025?

Nous sortons de la tentative, à Busan, de renégocier un traité de réduction du plastique dont certains pays producteurs sont très liés à la chaîne des hydrocarbures. C'est leur business et dont la remise en cause n'est pas forcément dans leur intérêt. Une économie qui est installée en amont et en aval. Des consommateurs ont l'habitude de consommer du plastique, une matière par essence pratique, légère et relativement peu coûteuse. Il faut trouver de nouvelles façons d'avoir des substituts, pour consommer en vrac et prendre, par exemple, ses céréales dans des bocaux en verre ou mettre sa lessive dans des bocaux en bois qui durent plus longtemps. On peut aussi utiliser le tissu.

Il y a des choses un peu avant-gardistes. Mais on a quand même un changement des modes de consommation et des modes de production, et c'est surtout sur ces derniers que cela se joue au niveau international pour l'instant. Mais il ne faut pas négliger l'aspect comportemental.

En 2025, nous allons revenir sur cette question avec un traité de limitation des émissions de plastique qui va s'inscrire dans un cadre géopolitique qui, en ce moment, n'est pas favorable aux négociations environnementales. Il y a beaucoup de zones de guerre, qui souffrent de tensions économiques, et souvent les questions environnementales viennent un peu après. Sur le plan géopolitique, nous avons des rapports de force qui évoluent.

Les États Unis pourraient se retirer du traité sur le changement climatique et ne semblent pas très enclins à avancer dans les négociations sur le plastique car eux-mêmes sont de gros producteurs de carburant et de plastique. Le changement d'administration et les lobbies économiques vont sans doute peser plutôt contre les négociations en 2025 et vraisemblablement en 2026. Mais c'est une affaire à long terme et de conviction. En attendant, on peut faire des choses en changeant ces comportements, mais sur l'industrie lourde du plastique, il y a beaucoup de chemin à faire.

Dans quel cadre le Plan bleu intervient en Algérie?

Le Plan bleu intervient trop peu. Nous essayons avec la ville de Marseille, où nous sommes installés par le biais de la coopération bilatérale entre Marseille et Alger, d'aller voir nos amis algériens pour penser la ville durable, notamment Alger, qui a des problèmes de pollution et de congestion liés au trafic. Je pense qu'on peut faire mieux, par exemple en promouvant des solutions fondées sur la nature, en repensant l'urbanisme et en favorisant des mobilités décarbonées. Je ne parle pas du vélo, mais du tram et du métro. Il y a eu des coopérations puisque l'Algérie est un grand pays.

Il y a un travail sur la forêt au Maghreb qui touche l'Algérie en essayant de promouvoir la conservation dynamique et durable des forêts méditerranéennes, qui souffrent des changements climatiques. C'est un projet en réflexion. Il est assez avancé sur le plan conceptuel. Nous sommes en train de le porter pour le développer en 2026/2027 dans le cadre des programmes d'actions méditerranéennes des Nations unies, au sein du PNUE. Nous aurions vraisemblablement des fonds mondiaux pour l'environnement pour promouvoir une conservation dynamique de ce que j'appellerai la grande forêt verte méditerranéenne. L'Algérie devrait être partie prenante.



Leila Debbich (Tunisie) ; Tunisie - Atelier de formation sur l'importance de l'économie circulaire pour la durabilité dans la région du Maghreb ; Alwatania 1, 6 décembre 2024.

Pour voir le reportage :

<https://www.facebook.com/watch/?v=1668906317365221&rdid=gBPhb6PT9WQLTyf8>



Mabrouka Khedir (Tunisie) ; Soutenir les compétences des journalistes dans l'économie #circulaire, vers une conscience communautaire qui croit au recyclage pour un environnement durable ; Cosmos Media, 8 décembre 2024.

Pour regarder le reportage : <https://www.youtube.com/watch?v=okkbn1jT4wE>

Atelier de Tunis sur l'économie circulaire organisé par Africa21, s'attaque en particulier à la question de l'adaptation des économies régionales, des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique, de la désertification et de l'aridification des terres.



Saida Zemzemi (Tunisie) ; Dr Robin Degrand, Directeur du Plan bleu: Les journalistes jouent un rôle crucial dans l'information; AlbiaaNews, jeudi 6 décembre 2024.

Pour voir l'interview : <https://www.youtube.com/watch?v=tklAXwX00Ek&t=15s>

Dans une déclaration à @albiaanewsmedia à l'occasion d'un atelier de formation co-organisé par l'association "#Africa21 et le forum national d'adaptation aux changements climatiques #Fnacc sur l'économie circulaire pour les journalistes du Maghreb financé par l'Ambassade de Suisse en Tunisie et qui s'est tenu du 02 au 05 décembre 2024 à Tunis. Dr Robin Degrand, un magistrat de la Cour des comptes, biogéographe et le directeur du

#Plan_bleu, affirme que le Plan bleu est un centre d'expertise affilié aux #Nations_Unies qui existe depuis 1977 et qui promeut la #Convention_de_Barcelone établie en 1976 s'agissant d'une convention de mer régionale pour la protection de la mer et du littoral méditerranéen.

Pour Dr Degrand, le Plan bleu avec d'autres centres d'expertise est sous l'autorité du Plan d'action pour la #Méditerranée_du_Programme_des_Nations_Unies pour l'environnement qui est guidé à Athènes par Tatiana Emma et il consiste d'une certaine façon en le think tank de la Méditerranée avec une fonction première d'observation.

« On tient les statistiques de la #Méditerranée. Donc, on essaie d'avoir une vision sur tout un tas d'indicateurs de développement durable, d'avoir une carte sur la Méditerranée. Ensuite, on essaie de comprendre ce qui se passe. On fait beaucoup d'études avec des scientifiques spécialistes du climat et de l'environnement. Et puis nous-mêmes, on apporte notre propre expertise. On est bien placé pour faire de la prospective. Pour cette raison, on va publier début 2025 un grand rapport de prospective qui s'appelle « le Rapport Med 2050 » qui essaie d'envisager les chemins du futur de la Méditerranée », a-t-il expliqué.

Selon le magistrat, le Plan bleu est le mieux placé au sein du Programme d'action de la Méditerranée pour réviser ce qu'il appelle « la Stratégie méditerranéenne de développement durable », qui désigne un document cadre décennal élaboré par le Plan bleu pour la période 2026-2035, soit pendant 10 ans. Le but, c'est de donner un point de référence à tous les États du bassin de façon à ce que tous les acteurs travaillent ensemble dans des lignes d'action communes. C'est un élément de politique publique de développement durable validé par les Conférences des partis de la Convention de Barcelone. En sachant que la prochaine édition aura lieu fin 2025, en décembre, en Égypte, soit à Alexandrie, soit au Caire.

« Le Plan a des axes thématiques plus privilégiés. On ne peut pas tout faire, on travaille en partenariat avec nos collègues, par exemple, de Barcelone sur l'économie circulaire, avec nos collègues de Croatie à Split sur l'aménagement des zones côtières.

Voilà qu'on travaille en commun avec notre collègue de Tunis aussi qui est le directeur du SPARA qui travaille sur les marines protégées. C'est sa spécialité. Nous, nos spécialités thématiques, c'est l'eau, le grand cycle de l'eau, c'est la biodiversité, en particulier la forêt qui est un élément important du grand cycle de l'eau et du paysage méditerranéen.

On travaille également sur la ville résiliente où se concentre l'essentiel des enjeux et des habitants, sur le tourisme durable qui est une activité économique majeure sur le bassin méditerranéen », a-t-il expliqué.

Le directeur du centre souligne également que le Plan a plus récemment investi le champ de l'économie des finances vertes pour essayer de trouver les moyens d'agir et de dégager des financements pour une transition écologique et une adaptation au changement climatique.

« L'écologie n'est pas le champ de spécialité premier du #Plan_bleu. De nombreux experts de tous les horizons traitent l'écoconception, le recyclage, le changement des pratiques des gens, l'établissement de filières du recyclage. C'est pour cela que les journalistes ont un vrai rôle d'information, de formation et de sensibilisation afin de lutter contre les pratiques comportementales négatives. Alors, c'est intéressant d'être concret. Nous, la question du recyclage, on la traite beaucoup du point de vue de l'eau. Le premier bien à recycler et préserver surtout en Tunisie, en général au Maghreb. C'est l'Eau », a-t-il insisté.

Et de faire savoir : « Hier, on a visité une usine de réutilisation de traitement des eaux usées à utilisation agricole. Typiquement, c'est vraiment un sujet du Plan bleu. La réutilisation. Réutiliser les eaux sales urbaines, pour les recycler à fin d'agriculture. Ce sont des enjeux considérables en matière d'investissement. »

Degrand a mis l'accent sur la question de l'eau parce que la population de la région va de plus en plus en manquer. « Lorsqu'il fait chaud, l'eau s'évapore et à l'automne venu, elle retombe de façon torrentielle, ce qui pose des problèmes de sécurité civile. C'est notamment le cas de la Libye et de la Valence en Espagne. », a-t-il alerté.

e-BOURSE

Rabah Karali (Algérie) ; Clôture de l'atelier de Tunis sur le changement climatique et l'économie circulaire ; Ebourse.dz, 7 décembre 2024.

Clôture de l'atelier de Tunis sur le changement climatique et l'économie circulaire

Place à l'action !

Globalement, les journalistes maghrébins spécialisés dans le domaine de l'environnement ne sont pas "restés sur leur faim", à l'occasion de leur participation à l'Atelier sur le changement climatique et l'économie circulaire, organisé à Tunis du 2 au 5 décembre, à l'initiative du Réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et en changement climatique "Afrique 21".

En effet, la qualité scientifique et technique des thèmes de cet atelier, qui ont fait d'ailleurs l'objet de riches débats, ont permis d'élargir encore plus le domaine des connaissances acquises auparavant par les journalistes. Aussi, les experts et des acteurs des questions environnementales, surtout de la région maghrébine, ont parfaitement partagé des données scientifiques qui sont d'une importance indéniable pour la formation des journalistes, notamment lorsqu'il s'agit de l'objectif de développement durable. « Consommation et production responsables » sera au centre des activités du réseau pour la période 2023-2024, et en particulier les cibles 12.1 à 12.7. Ainsi, le think tank Africa 21, à travers le programme de cette rencontre à Tunis, a, in fine, largement contribué à la mise en œuvre de la cible 12.8 « D'ici à 2030, faire en sorte que chacun, où qu'il se trouve, dispose des informations et des connaissances nécessaires pour assurer un développement durable et un mode de vie en harmonie avec la nature ». Pour ce faire, l'atelier de Tunis s'est exactement attaqué en

particulier à la question de l'adaptation des économies régionales, des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique. Des sujets relatifs à la région du Maghreb qui fait face aux effets du changement climatique avec l'état des lieux du paysage et des dynamiques engagées en cours, ou la gestion raisonnée des ressources pour des économies durables, mais encore, le rôle du végétal en ville dans les politiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique à travers des exemples d'ici et d'ailleurs, à l'image du cas de la capitale tunisienne à travers un projet de végétalisation de l'hypercentre de la capitale, sont autant d'exemples qui ont été traités par les participants. L'autre question très discutée concerne la pollution du plastique car, selon M. Robin Degron, directeur du Plan bleu, un centre d'expertise de l'ONU, des millions voire des tonnes de plastique accumulés mettront du temps à se dégrader. Dans une déclaration à une collègue journaliste du quotidien Horizons en marge de l'atelier, il a affirmé : « Les macroplastiques, à la limite, nous



pouvons les ramasser et les purger progressivement. Vous avez des projets marins, par exemple, de collecte avec des filets dérivants qui vont collecter les plastiques. On peut essayer de gérer le stock de cette manière. Mais il y a aussi beaucoup de plastiques qui ne sont pas des macroplastiques, mais des microplastiques, qui sont maintenant dans la chaîne alimentaire et qui sont ingérés. Ce n'est pas en soi un problème de santé publique considérable, mais cela participe à la toxicité du milieu, de moins en moins naturel, et cela peut avoir des effets à long terme que nous ne maîtrisons pas, notamment chez les femmes enceintes qui ingèrent beaucoup de plastique à travers les produits de la mer et les poissons qui mangent du plastique. Nous ne maîtrisons pas bien ces effets, ce n'est pas de la dioxine, mais

ce n'est pas forcément très bon d'ingérer du plastique. Le stock doit être géré avec précaution et détermination. Il y a aussi le flux : il faut éviter d'enrichir ce stock par de nouveaux flux. Il faut limiter la production de plastique à la source. Nous sommes sur le thème de l'économie circulaire : essayer de concevoir des produits moins riches en plastique, qu'on puisse recycler et valoriser d'une manière ou d'une autre, en matière ou en énergie, pour limiter les flux en amont. Nous n'en sommes pas encore là, et nous avons toujours des flux croissants, sur la rive nord ou la rive sud-est de la Méditerranée, avec une tendance d'augmentation quasi linéaire des flux de plastique. Nous ne sommes qu'au début du chemin avec le plastique. Il y a le macro et le micro et des efforts à faire pour les consommateurs.»

Changement climatique et gestion des déchets, les deux grands enjeux de l'Algérie

Par ailleurs, d'une manière générale, tout le monde s'est accordé à dire que la situation actuelle sur le plan de la santé environnementale est plus que préoccupante et, du coup, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'urgence du changement climatique pour les pays du Maghreb n'est plus à démontrer. Cependant, l'heure n'est plus à la constatation des faits, mais à la recherche des solutions, et mieux encore, à la mobilisation de tous, décideurs gouvernementaux, institutions versées dans la lutte contre les facteurs de la dégradation de l'environnement, société civile, médias, etc. Du reste, la tenue de cet événement est tombée à point nommé avec le lancement ces derniers mois en Algérie, d'une part, de l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, qui vise à mettre en œuvre les engagements pris par l'Algérie dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat (COP21), et, d'autre part, la révision de la loi 01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets pour y introduire le principe de l'économie circulaire. "Cette loi, qui vise à adapter les infrastructures et le mode de gestion des établissements aux nouvelles exigences économiques, sociales et environnementales, est actuellement à l'examen en coordination avec les différents ministères et les parties concernées, et sera présentée au gouvernement pour approbation".

Rabah Karali

Robin Degron, directeur du Plan bleu, centre d'expertise de l'ONU, au quotidien *eBourse* : « En Méditerranée, nous sommes confrontés en premier lieu au défi de l'adaptation »

Pour Robin Degron, directeur du Plan bleu, centre d'expertise de l'ONU, la Méditerranée offre un « portrait balafré » entre crises géopolitiques et fragilités économiques. La Méditerranée, surtout orientale, est un champ de mines. Impossible d'y mener des projets environnementaux, déplore-t-il. M. Degron appelle à dépasser ces clivages par le « bilatéralisme pragmatique ». « Il faut accepter les flux, le codéveloppement entre le Nord et le Sud. L'avenir, c'est d'aller vers une communauté économique euromaghrébine », plaide-t-il. Et d'avertir : « S'il n'y a pas le socio-économique, il n'y aura pas l'environnement ». Rencontré récemment à Tunis à la faveur de l'organisation d'un atelier sur « le changement climatique et l'économie circulaire » à l'intention d'une vingtaine de journalistes maghrébins, Robin Degron a bien voulu répondre à nos questions concernant le thème de « La situation actuelle et le paysage des acteurs et des initiatives dans le bassin méditerranéen ».

Question traditionnelle, quelles sont les principales missions du Plan bleu ?

Créé en 1977 dans le cadre de la Convention de Barcelone (1976) et de la mise en œuvre du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) du PNUE, le Plan bleu a, comme son nom l'indique, un rôle de planification écologique et de développement durable avant-gardiste. Pour ce faire, nous nous appuyons sur l'Observatoire de la Méditerranée, base de données cartographique et statistique des 21 Etats du Bassin, plusieurs programmes d'études et de compréhension de la région (cf. cycle de l'eau, forêt, ville résiliente, tourisme durable, économie & finance verte et bleue). Nous conduisons également des travaux de prospective, en particulier le rapport MED2050 qui va paraître début 2025. Nous sommes à la plume, avec nos collègues de l'Unité de coordination du PAM, à Athènes, de la révision de la Stratégie méditerranéenne de développement durable pour la période 2026-2035 qui sera soumise à la COP 24 de la Convention de Barcelone, en décembre 2025, en Egypte.

Vous êtes le nouveau directeur du Plan bleu depuis 1er janvier 2024. Quel est votre commentaire ou votre bilan d'activité concernant votre première expérience à la tête de cet organisme régional ?

Je suis en fait arrivé fin 2023 pour commencer à rentrer dans les nombreux et lourds dossiers. Il fallait que mon prédécesseur fasse aussi valoir ses droits à la retraite. Notre champ d'action est vraiment très large. Nous sommes une sorte de think&do tank de la Méditerranée, en particulier au service des Etats du sud et de l'est



du Bassin. Je vis ma fonction et le Plan bleu comme une courroie de transmission entre nos pays, une vigie du monde méditerranéen, un lanceur d'alerte aussi de la situation critique dans laquelle l'accélération du dérèglement climatique nous plonge. Il me semble tout particulièrement important de relayer la vision et les contraintes du sud et de l'est du Bassin vers le nord, en particulier

Quels sont les grands défis urgents du changement climatique dans la région méditerranéenne ?

En Méditerranée, nous sommes confrontés en premier lieu au défi de l'ADAPTATION et secondairement de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. C'est fondamental. Mare Nostrum, sa mer et ses rivages, son agriculture et ses villes, sont face une augmentation particulièrement rapide des températures de l'air et de l'eau qui met à mal les écosystèmes mais aussi et avant tout la vie humaine, notre santé, notre capacité de boire et de se laver, notre aptitude à satisfaire nos besoins de base en termes d'alimentation. L'Eau et la Sécurité alimentaire sont donc au cœur de notre action au sein du Plan bleu.

Il existe une prise de conscience concernant l'urgence de redéfinir une approche envers la durabilité environnementale et le développement dans la région méditerranéenne. Quels sont les axes de votre stratégie dans ce domaine ?

Il y a des progrès mais je ne suis pas certain que chacun ait mesuré la vitesse des phénomènes à l'œuvre, leur évolution d'ici la fin du

21ème siècle et les conséquences sur la vie des territoires et des Méditerranéennes ou Méditerranéens. Les médias ont vraiment un rôle de relais à faire auprès du grand public en plus de notre travail à l'endroit des décideurs publics, d'où ma présence ces trois jours à Tunis, pour aller à la rencontre des journalistes du Maghreb. Je suis en particulier heureux de pouvoir échanger avec des médias algériens, l'Algérie où je ne peux malheureusement pas accéder alors que je travaille, non pas pour la France, mais pour les Nations Unies.

Lors de votre intervention lors de l'atelier de Tunis, à l'occasion de l'organisation d'un atelier maghrébin dédié au changement climatique et à l'économie circulaire en présence d'une vingtaine de journalistes du Maghreb, vous avez évoqué la solution du bilatéralisme pragmatique. De quoi s'agit-il exactement ?

La géopolitique du Bassin méditerranéen est particulièrement complexe et globalement difficile, spécialement dans la partie orientale de Mare Nostrum qui est malheureusement durablement et tragiquement en guerre. Au regard des problèmes de sécurité pour les populations et mes propres collaborateurs, je dois me concentrer là où il est tout simplement possible d'aller et de travailler avec les acteurs de terrain. C'est cela le "bilatéralisme pragmatique" en nous appuyant autant que faire se peut sur l'appui de l'Union européenne et aussi de la Principauté de Monaco qui est un partenaire précieux pour nous, une âme de la protection de l'environnement dans tous les océans du globe mais particulièrement dans les cinq ans qui viennent, en Méditerranée, où se déroulera son prochain cycle d'exploration 2025-2030. Avec l'augmentation de la température de l'air et de l'eau de mer, il est évident que des espèces inféodées traditionnellement à la Méditerranée vont être en difficulté, disparaître pour certains végétaux ou devoir migrer vers l'Atlantique pour certains animaux. D'autres espèces vont quant à elles venir en passant par la Méditerranée orientale, remontant de l'océan Indien. C'est un phénomène inexorable auquel il va falloir s'adapter, en particulier dans le domaine de la pêche. Tout bouge. La vie est un état quasi stationnaire de non-équilibre et la Grande Bleue en est un témoignage, un laboratoire in vivo. Merci pour cette dernière question qui illustre parfaitement que rien n'est jamais acquis et que la Nature nous imposera sa loi, quoi qu'il arrive. Essayons de composer avec elle plutôt que de nous acharner dans une impasse et faire comme si le monde ne bougeait pas. Il évolue et il faut nous y adapter, d'urgence. « ALERTE ROUGE SUR LA GRANDE BLEUE », voilà le titre que je donnerais à la situation actuelle et surtout très évolutive d'ici la fin de ce siècle.

Interview réalisée à Tunis par Rabah Karali



Driss Laabdi (Maroc) ; Le Maroc, un modèle de transition écologique en Méditerranée (Directeur du Plan Bleu du PNUE); Maroc 24, 7 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.maroc24.com/fr/99622-le-maroc-un-modele-de-transition-ecologique-en-mediterranee-directeur-du-plan-bleu-du-pnue/amp/>



Le Maroc, pleinement engagé pour la protection de l'environnement sous la sage conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, est un modèle de transition écologique dans la région de la Méditerranée, a affirmé, mercredi à Tunis, le directeur du Plan Bleu relevant du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Robin Degron.

Dans une interview accordée à la MAP en marge d'un atelier sur l'économie circulaire qui se tient à Tunis à l'initiative de l'association "Africa 21", M. Degron a indiqué que "grâce à la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, des pas importants ont été franchis dans le domaine de la transition écologique, permettant de porter des politiques sur le long terme", ce qui fait du Royaume un "véritable modèle dans la région". Mettant en avant les efforts consentis par le Royaume à travers des initiatives ambitieuses visant à répondre aux défis environnementaux tels que le stress hydrique, le changement climatique et l'érosion des côtes, il a souligné que Maroc est "un partenaire fiable du Plan Bleu qui va de l'avant sur la voie de la transition écologique et un cas d'étude véritablement intéressant dans la région méditerranéenne".

Le Plan Bleu, organisme clé du système des Nations Unies pour le développement durable en Méditerranée, qui a pour mission de promouvoir la coopération régionale autour des enjeux environnementaux, "mène un projet dans la région Nord du Maroc à la faveur d'une collaboration fructueuse avec l'État, les collectivités territoriales et les acteurs locaux, pour accompagner les politiques publiques avec des outils techniques

et des financements internationaux”, a expliqué le responsable onusien.

Conscient de l’ampleur des défis environnementaux, le Maroc, moyennant un financement du Fonds pour l’environnement mondial (FEM), a engagé, depuis trois ans, un projet piloté par le Plan Bleu dédié à l’aménagement des zones côtières dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima et couvrant près de 400 kilomètres de littoral méditerranéen, a précisé M. Degron.

Ce projet a mobilisé une expertise internationale, “notamment avec nos collègues en Croatie, pour accompagner les acteurs locaux dans la définition d’une stratégie d’aménagement des zones côtières”, a-t-il rappelé, saluant, par la même occasion, l’engagement des entités décentralisées marocaines sans lequel la mise en œuvre territoriale des projets ne peut aboutir.

Cette initiative s’est concentrée sur l’élaboration de solutions concrètes et adaptées tenant compte des scénarios d’évolution du trait de côte, a relevé le directeur du Plan Bleu, ajoutant que ces solutions incluent la création de zones d’expansion des eaux, la restauration de zones humides et, dans certains cas, la construction de digues.

“Il s’agit d’un travail minutieux de planification, segment par segment, visant à limiter les impacts des changements climatiques tout en promouvant des solutions fondées sur la nature”, a-t-il détaillé, affirmant que les résultats de cette collaboration sont déjà

tangibles à la lumière d’une planification opérationnelle pour l’aménagement des zones côtières dans ladite région.

Sur le plan régional, le directeur du Plan Bleu a mis l’accent sur l’importance de la gestion intégrée des zones côtières, un concept clé de la Convention de Barcelone, que le Maroc applique déjà avec succès, notant que “l’approche marocaine devrait servir de modèle pour d’autres pays méditerranéens, dont certains restent au point mort”.

Dans le domaine de l’urbanisme, M. Degron s’est félicité de la vision claire et du niveau de planification dont dispose le Royaume, saluant dans ce sens la forte tradition de planification au Maroc et le rôle important que jouent les institutions, comme l’École nationale d’architecture de Rabat, dans la formation des compétences locales.



**Riadh Sekma (Tunisie) ; Documentation mobile et journalisme mobile
Visite de la station de désinfection des eaux usées de Mornaguia dans
le cadre de l'atelier sur l'économie circulaire dans le Maghreb....
Journalisme mobile... ; Radio Tunis, 6 décembre 2024.**

Pour voir la vidéo : <https://www.facebook.com/1070086426/videos/1096701948518719/>

Brahim Mokhliss (Maroc) ; Le Maghreb face au défi climatique : l'économie circulaire comme voie de résilience ; Le Matin, 6 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lematin.ma/nation/le-maghreb-face-au-defi-climatique-focus-sur-leconomie-circulaire/254563>



Face à l'urgence du changement climatique, les pays du Maghreb cherchent des solutions adaptées à leurs spécificités. C'est dans ce contexte que s'est tenu un atelier sur l'économie circulaire à Tunis du 2 au 5 décembre 2024, réunissant experts et décideurs de la région. Les participants ont dressé un état des lieux sans concession des impacts déjà visibles, tout en proposant des pistes d'action concrètes pour une transition écologique juste et pragmatique.

Un bassin méditerranéen en première ligne

«La région du Maghreb est un point chaud du changement climatique», alerte d'emblée Hammouda Dakhlaoui, expert du réseau MEDECC (le Réseau d'experts méditerranéens sur le changement climatique et environnemental). Les chiffres sont éloquentes : le bassin méditerranéen se réchauffe 20% plus vite que le reste de la planète. D'ici 2100, les températures pourraient y grimper de 4 à 6°C en moyenne, contre 3°C à l'échelle mondiale. «Cela aura des conséquences majeures en termes de disponibilité en eau, de sécurité alimentaire et de santé publique», détaille M. Dakhlaoui. Il pointe notamment la baisse des nappes phréatiques, menacées par la surexploitation et l'intrusion de l'eau de mer.

Un «portrait balaféré» de la Méditerranée

Pour Robin Degron, directeur du Plan bleu, centre d'expertise de l'ONU, la Méditerranée offre un «portrait balaféré» entre crises géopolitiques et fragilités économiques. «La Méditerranée orientale est un champ de mines. Impossible d'y mener des projets environnementaux», déplore-t-il, pointant les conflits en Syrie, en Palestine ou encore la division Algérie-Maroc. M. Degron appelle à dépasser ces clivages par le «bilatéralisme pragmatique». «Il faut accepter les flux, le co-développement entre le Nord et le Sud. L'avenir, c'est d'aller vers une communauté économique euro-maghrébine», plaide-t-il. Et d'avertir : «S'il n'y a pas le socio-économique, il n'y aura pas l'environnement».

Une facture d'adaptation colossale

Face à l'ampleur des défis, l'addition s'annonce salée. Selon Yadh Labbene, expert en adaptation, les coûts d'adaptation dans la région pourraient atteindre 50 milliards de dollars par an d'ici 2030, contre 7 à 15 milliards en 2015. En Afrique, les pertes de PIB pourraient s'élever à 7% sans adaptation, contre 4% avec des politiques adaptées. La question cruciale reste : «qui doit payer ?» Si la COP29 a acté un fonds «pertes et dommages» et 300 milliards de dollars par an pour aider les pays en développement, ces montants restent en deçà des attentes. Le Maroc par exemple conditionne une partie de ses engagements aux financements internationaux.

Des signaux positifs malgré tout

Malgré ce tableau alarmant, des initiatives porteuses d'espoir se font jour. Hatim Aznague, de l'Union pour la Méditerranée, évoque les «avancées» de la COP29, avec un accord pour supprimer le charbon d'ici 2040 et la création d'un marché carbone. «Les pays méditerranéens, avec leur potentiel solaire et éolien, sont bien placés pour en bénéficier», assure-t-il. Il cite en exemple le Maroc, qui mise sur l'économie circulaire comme levier de croissance verte et d'emplois, en multipliant les projets dans les énergies renouvelables ou le dessalement de l'eau de mer.

Changer de modèle sur le long terme

Au-delà des solutions techniques, un changement de paradigme s'impose sur le long terme. Robin Degron appelle ainsi à repenser le modèle agricole : «Les pratiques du Nord de chercher

en toute saison des tomates et des fraises, qui viennent de l'importation, ne sont pas tenables». Il plaide pour une réorientation vers une agriculture plus «vivrière» et «une diversification vers l'industrie et les services». Un constat partagé par Hammouda Dakhlaoui, qui pointe les limites des solutions non conventionnelles comme le dessalement. «Il faut trouver le point d'équilibre entre sécurité hydrique, alimentaire et énergétique. C'est l'équation à résoudre pour les décennies à venir», résume-t-il.

Un défi commun Nord-Sud

Au final, un mot d'ordre traverse cet atelier : solidarité. «Il est vital de travailler ensemble, Nord et Sud de la Méditerranée», martèle Robin Degron, appelant à «accepter que les jeunes du Sud rencontrent la relative vieillesse du Nord». Car le constat est là : avec 1/3 de sa population ayant moins de 15 ans, le Sud fait face à une forte poussée démographique, quand le Nord vieillit. L'atelier de Tunis aura posé les termes d'une équation complexe, entre adaptation au stress climatique et développement socio-économique. Si les défis sont immenses, les pistes d'action esquissées laissent entrevoir une Méditerranée plus résiliente et solidaire.

Brahim Mokhliss (Maroc) ; Les journalistes en première ligne face aux défis climatiques ; Le Matin, 9 Décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lematin.ma/nation/les-journalistes-en-premiere-ligne-face-aux-defis-climatiques/254984>



En pleine crise climatique, une vingtaine de journalistes maghrébins se sont réunis à Tunis, du 2 au 5 décembre 2024, pour un atelier régional consacré à l'économie circulaire. Cette formation, organisée par le Réseau des journalistes africains spécialisés en développement durable et changement climatique «Africa 21», arrive à point nommé alors que la région fait face à des défis environnementaux majeurs. Entre raréfaction des ressources, pollution plastique et nécessité d'une transition écologique juste, les experts ont partagé leur vision d'un nouveau modèle économique capable de réconcilier développement et préservation des ressources naturelles.

Le jour du dépassement – cette date fatidique où l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la Terre peut renouveler en une année – survient désormais dès le mois d'août. Cette réalité alarmante, soulignée par Akrem Hadded, expert en économie circulaire, illustre l'urgence d'un changement de paradigme économique au Maghreb comme ailleurs. «Nous vivons à crédit sur le dos des générations futures», alerte-t-il, appelant à une transformation radicale de nos modes de production et de consommation.

Une réponse aux limites du modèle linéaire

Le modèle économique linéaire traditionnel – extraire, produire, consommer, jeter – montre clairement ses limites selon Meryam Barakety, conseillère technique en communication et médias au sein du programme PAGECTE (Projet d'appui à la gouvernance environnementale et climatique pour une transition écologique en Tunisie) de la GIZ. «Ce système génère une pollution croissante, des émissions de gaz à effet de serre et un épuisement accéléré des ressources naturelles», explique-t-elle. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la phase d'extraction et de transformation des matériaux est responsable de 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de 90% des pertes de biodiversité. Face à ce constat, l'économie circulaire se dessine comme une solution d'avenir. «Dans ce nouveau modèle, la notion même de déchet disparaît», souligne Akrem Hadded. «Ce qui était considéré comme un déchet devient une ressource pour une autre entreprise ou pour la même entreprise dans un autre processus de fabrication».

Le Maghreb, une région en première ligne

Le système alimentaire, les biens de consommation manufacturés, le secteur de la construction ainsi que la mobilité et le transport constituent les quatre piliers prioritaires pour accélérer cette transition. D'après le Circular Gap Report 2023 présenté lors de l'atelier, leur transformation permettrait de réduire l'extraction de matériaux vierges de 34% et de limiter significativement les émissions de gaz à effet de serre. Les défis sont particulièrement aigus au Maghreb, comme l'explique Yadh Labbene, expert en adaptation et changement climatique. «Notre région est l'une des plus touchées par la pénurie d'eau», affirme-t-il. La diminution des précipitations et l'augmentation de l'évaporation impactent déjà fortement l'agriculture et l'approvisionnement en eau potable. Pour y faire face, plusieurs solutions sont mises en œuvre : le dessalement de l'eau, la réutilisation des eaux usées traitées et le développement des énergies renouvelables pour alimenter ces infrastructures.

Le défi mondial du plastique

À l'échelle internationale, la question du plastique illustre l'ampleur du défi. Chantal-Line Carpentier, cheffe du service Commerce, environnement, changement climatique et développement durable à l'ONU commerce et développement (anciennement CNUCED-Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), révèle des chiffres

éloquents : «369 millions de tonnes de plastique ont été échangées en 2021, pour une valeur de 1,2 trillion de dollars, soit une augmentation de 30% depuis 2020». Paradoxalement, seuls 0,2% de ce commerce concerne les déchets plastiques, soulignant un déséquilibre majeur dans la gestion mondiale des déchets.

Les journalistes, acteurs clés du changement

«Le changement n'est pas tant difficile au niveau technique qu'au niveau des mentalités», insiste Akrem Hadded. Les journalistes endossent désormais le rôle crucial de «connecteurs de changement». Leur mission s'étend de la vulgarisation des concepts de l'économie circulaire à la mise en valeur des initiatives positives sur le terrain, en passant par la création d'une prise de conscience collective et l'accompagnement de la transformation des comportements.

Vers une adaptation inclusive

La stratégie nationale de résilience au changement climatique en Tunisie, présentée comme exemple lors de l'atelier, illustre l'importance d'une approche globale. Elle englobe la protection du littoral, la réduction des inégalités territoriales et sociales, l'intégration de la dimension genre et le soutien aux communautés vulnérables. Dans ce paysage régional, le Maroc fait figure de pionnier. Le Royaume se distingue par son leadership dans la gestion durable des ressources hydriques et la promotion de la coopération transfrontalière. Son approche intégrée combine le développement des énergies renouvelables, l'agriculture intelligente face au climat et la promotion active de l'économie circulaire.

Les obstacles à surmonter

Malgré des stratégies nationales ambitieuses, plusieurs freins persistent. Les intervenants pointent notamment une faible appropriation des concepts par les acteurs, un ancrage institutionnel encore flou et une intégration insuffisante dans les plans de développement nationaux. Les capacités de recyclage limitées constituent également un défi majeur à relever. L'atelier s'est conclu sur un message d'espoir teinté d'urgence. «L'économie circulaire n'est pas une option, c'est une nécessité», affirme Meryam Barakety. «Nous devons agir maintenant pour préserver nos ressources et assurer un développement durable pour les générations futures». Les journalistes participants ont réaffirmé leur engagement à poursuivre leur mission d'information et de sensibilisation. Leur rôle s'avère déterminant pour accélérer la transition

vers une économie plus circulaire et plus durable au Maghreb, où les défis environnementaux appellent des réponses aussi urgentes qu'ambitieuses.



Riadh Sekma et Sondès Ben Khalifa (Tunisie) ; L'économie circulaire et les défis des changements climatiques ; 13^{ème} numéro, Kantara - قنطرة, une coproduction radiophonique réalisée dans le cadre de la Copeam - Conférence Permanente de l'Audiovisuel Méditerranéen : Radio Cairo 95.4 FM / Egypte, RTCI / Tunisie, France Bleu RCFM / France, Radio Liban 96.2 FM / Radio Liban, Radio Chaîne Inter/ SNRT, 11 décembre 2024.

Pour écouter l'émission :

https://shows.acast.com/radiokantara/episodes/6758832d6d1777b3684e409b?fbclid=IwY2xjawlQUo5leHRuA2FlbQlxMQABHfeovcjffVrHuyB6wjHGTWxvsP9_C7fkPWwMfmdL21y8fhUUR-Enz5JhjzQ_aem_bHasRp-cdmE2Qvn2woVzSA

L'économie circulaire et les défis des changements climatiques auxquels fait face la région du Maghreb. Interview de Sondès Ben Khalifa avec Robin Degron, le directeur du Plan Bleu.

Driss Laabdi (Maroc) ; M. Robin Degron: "Le Maroc, un modèle de transition écologique en Méditerranée"; Fedenerg / MAP, 12 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.fedenerg.ma/2024/12/12/m-robin-degron-le-maroc-un-modele-de-transition-ecologique-en-mediterranee/>



Le Maroc, pleinement engagé pour la protection de l'environnement sous la sage conduite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, est un modèle de transition écologique dans la région de la Méditerranée, a affirmé, le 4 décembre à Tunis, le directeur du Plan Bleu relevant du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Robin Degron.

Dans une interview accordée à la MAP en marge d'un atelier sur l'économie circulaire qui se tient à Tunis à l'initiative de l'association "Africa 21", M. Degron a indiqué que "grâce à la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, des pas importants ont été franchis dans le

domaine de la transition écologique, permettant de porter des politiques sur le long terme”, ce qui fait du Royaume un “véritable modèle dans la région”.

Mettant en avant les efforts consentis par le Royaume à travers des initiatives ambitieuses visant à répondre aux défis environnementaux tels que le stress hydrique, le changement climatique et l'érosion des côtes, il a souligné que Maroc est “un partenaire fiable du Plan Bleu qui va de l'avant sur la voie de la transition écologique et un cas d'étude véritablement intéressant dans la région méditerranéenne”.

Le Plan Bleu, organisme clé du système des Nations Unies pour le développement durable en Méditerranée, qui a pour mission de promouvoir la coopération régionale autour des enjeux environnementaux, “mène un projet dans la région Nord du Maroc à la faveur d'une collaboration fructueuse avec l'État, les collectivités territoriales et les acteurs locaux, pour accompagner les politiques publiques avec des outils techniques et des financements internationaux”.

Conscient de l'ampleur des défis environnementaux, le Maroc, moyennant un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a engagé, depuis trois ans, un projet piloté par le Plan Bleu dédié à l'aménagement des zones côtières dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima et couvrant près de 400 kilomètres de littoral méditerranéen, a précisé M. Degron.

Ce projet a mobilisé une expertise internationale, “notamment avec nos collègues en Croatie, pour accompagner les acteurs locaux dans la définition d'une stratégie d'aménagement des zones côtières”, a-t-il rappelé, saluant, par la même occasion, l'engagement des entités décentralisées marocaines sans lequel la mise en œuvre territoriale des projets ne peut aboutir.

Cette initiative s'est concentrée sur l'élaboration de solutions concrètes et adaptées tenant compte des scénarios d'évolution du trait de côte, a relevé le directeur du Plan Bleu, ajoutant que ces solutions incluent la création de zones d'expansion des eaux, la restauration de zones humides et, dans certains cas, la construction de digues.

“Il s'agit d'un travail minutieux de planification, segment par segment, visant à limiter les impacts des changements climatiques tout en promouvant des solutions fondées sur la nature”, a-t-il détaillé, affirmant que les résultats de cette collaboration sont déjà tangibles à

la lumière d'une planification opérationnelle pour l'aménagement des zones côtières dans ladite région.

Sur le plan régional, le directeur du Plan Bleu a mis l'accent sur l'importance de la gestion intégrée des zones côtières, un concept clé de la Convention de Barcelone, que le Maroc applique déjà avec succès, notant que "l'approche marocaine devrait servir de modèle pour d'autres pays méditerranéens, dont certains restent au point mort".

Dans le domaine de l'urbanisme, M. Degron s'est félicité de la vision claire et du niveau de planification dont dispose le Royaume, saluant dans ce sens la forte tradition de planification au Maroc et le rôle important que jouent les institutions, comme l'École nationale d'architecture de Rabat, dans la formation des compétences locales.

Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; La bureaucratie, un frein à l'économie circulaire et à l'industrie du recyclage du plastique ; La Presse / TAP, 16 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lapresse.tn/2024/12/16/la-bureaucratie-un-frein-a-leconomie-circulaire-et-a-lindustrie-du-recyclage-du-plastique/>



La Stratégie nationale de gestion circulaire globale et sectorielle des déchets 2035-2050 en Tunisie a été présentée à des journalistes maghrébins, tunisiens, algériens et marocains, lors d'un atelier régional organisé, début décembre 2024, à Tunis, par le Réseau « Afrique 21 », en partenariat avec le ministère de l'Environnement et du développement durable, le Programme d'appui aux médias tunisiens (PAMT2) avec l'appui financier de l'UE, l'Ambassade de Suisse à Tunis et l'agence allemande de coopération internationale GIZ.

Présentée par l'éco conseillère, juriste et membre du Forum National de l'Adaptation aux Changements Climatiques en Tunisie (FNACC), Sondes Fnaiech, dans le cadre d'une intervention sur le « Paysage tunisien de l'économie circulaire », cette stratégie qui repose sur l'économie circulaire, comme passage indispensable pour faire face au changement

climatique, comporte trois volets sectoriels: la gestion des plastiques, le compostage à partir des déchets ménagers et assimilés et le recyclage des gravats et des déchets de démolition.

Pour le plastique, trois objectifs principaux ont été définis. Il s'agit de limiter la consommation et la production d'objets en plastique, de permettre une économie circulaire de la production plastique en vue de protéger l'environnement et la santé humaine et d'assurer une gestion et un recyclage écologiquement rationnels des déchets en plastique.

En effet, les plastiques non biodégradables sont une grande source de pollution de l'environnement ayant des impacts à moyen et long terme sur la santé humaine, le sol et le milieu marin. En Tunisie, 4.2 milliards de sacs en plastiques sont utilisés par an.

Selon un rapport de la Banque mondiale (BM), le pays génère 2.8 millions de tonnes de déchets ménagers par an, dont 9.4 % sont des déchets plastiques.

La filière de la plasturgie en Tunisie est composée d'au moins 283 entreprises, dont 79 d'entre elles sont totalement exportatrices. La quantité annuelle des déchets plastiques mal gérée est estimée à 55,5 milles tonnes par an, selon le même rapport de la BM. Toujours d'après la BM, la pollution plastique est une menace importante pour l'économie bleue de la Tunisie.

En dépit des initiatives règlementaires (décret du 16 janvier 2020) et gouvernementales, dont le projet Eco-Lef, premier système de gestion des déchets d'emballages mis en place par un pays africain visant à réduire la pollution et malgré la présence d'entreprises qui traitent des milliers de tonnes de déchets par an, le secteur du recyclage en Tunisie souffre encore d'un manque d'organisation et de l'absence d'un cadre réglementaire clair, selon les intervenants au débat dans le cadre de l'atelier régional sur « l'économie circulaire et les changements climatiques au Maghreb ».

La plupart des initiatives se heurtent à des obstacles tels que la concurrence déloyale de l'informel et le manque d'incitations pour les entreprises respectant les normes. Résultat: la majorité des déchets plastiques finissent dans des décharges ou dans le milieu naturel, aggravant la crise environnementale.

Selon l'éco-conseillère Sondes Fnaiech, généralement, le système public national de gestion des déchets a pour ambition de réduire la mise en décharge et de limiter l'impact environnemental des déchets sans pour autant se doter d'une stratégie de sensibilisation

efficace du large public, mettant en garde contre les sérieux risques de voir les initiatives ne pas atteindre leur plein potentiel.

« L'éducation et la sensibilisation sont ainsi essentielles pour promouvoir un comportement de consommation responsable et éclairé », estime la responsable, qui reconnaît que les barrières réglementaires ainsi que la bureaucratie constituent un frein qui fait obstacle au vrai décollage de l'économie circulaire en Tunisie.

Intervenant à distance sur le l'Objectif de développement durable n°12 et les négociations sur le plastique, Chantal Line Carpentier, Chef du service Commerce, environnement, changement climatique et développement durable, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a rappelé que cet objectif vise à garantir des modes de consommation et de production durables, ce qui est essentiel pour préserver les moyens de subsistance pour les générations actuelles et futures.

Selon la CNUCED, si la population mondiale atteint 9,8 milliards d'habitants en 2050, l'équivalent de près de trois planètes sera nécessaire pour fournir les ressources naturelles essentielles au maintien des modes de vie actuels.

D'où la nécessité, selon l'experte onusienne, de réduire la production à la source des produits en plastique. Une tâche ardue à entreprendre pour une industrie rémunératrice. En 2021, 369 millions de tonnes de plastiques ont été échangées pour une valeur de 1,2 trillions, soit en hausse de 30% depuis 2020.

Elle a souligné, à cet effet, que la CNUCED plaide en faveur de l'identification d'une série d'alternatives ou de substituts biodégradables (à base de plantes, fibres, coton, algues...) au plastique (matières et produits) ou encore pour la circularité et le recyclage, car le plastique se déplace via le commerce mais les déchets restent par manque de capacité de recyclage.

A l'échelle mondiale, si la tendance actuelle de la production mondiale de plastique se poursuit, les émissions de GES dues à la production de plastique entre 2015 et 2050 s'élèveront à plus de 56 milliards de tonnes, ce qui équivaut à 10 à 13 % des émissions mondiales.

Cependant, une transition vers un modèle d'économie circulaire du plastique considérant des approches comme l'éco-conception, la réduction, la réutilisation, le recyclage tout le long du cycle de vie du produit, peut largement contribuer à la réduction des émissions de GES dans

l'environnement, améliorer la gestion des ressources, et stimuler également l'innovation et la création de nouveaux emplois directs et indirects.



Najeh Kharrez (Tunisie) ; M Robin Degron, Directeur, Plan Bleu; L'Echo tunisien, 21 décembre 2024.

Pour voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=iGEwel6lUq0>



Najeh Kharrez (Tunisie) ; Vulnérabilités climatiques en Tunisie : Une réflexion sur la santé, l'eau et l'agriculture ; L'Echo tunisien 21 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/vulnerabilites-climatiques-en-tunisie-une-reflexion-sur-la-sante-leau-et-lagriculture/>



M. Yadh Labbene, Expert PAMT2 en adaptation et changement climatique, a présenté les enjeux de changement climatique au Maghreb lors de l'atelier qui s'est tenu à Tunis au début décembre 2024. L'atelier a rassemblé une vingtaine de journalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, ainsi que des experts et des représentants d'organisations concernées et a évoqué en particulier la question de l'adaptation des économies régionales, des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique, de la désertification et de l'aridification des terres.

Selon M. Labbene, le changement climatique représente une menace croissante pour la Tunisie, exacerbant les vulnérabilités dans divers secteurs. Ce phénomène, principalement causé par l'activité humaine, modifie la composition de l'atmosphère et intensifie l'effet de serre, entraînant des perturbations climatiques significatives. Les projections climatiques pour la Tunisie indiquent une augmentation des températures et une variabilité accrue des précipitations, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la santé, les ressources en eau, l'agriculture et les zones côtières.

La vulnérabilité du système de santé est particulièrement préoccupante. Les effets directs du changement climatique incluent des conditions climatiques extrêmes telles que des vagues de chaleur et des inondations, qui peuvent aggraver les problèmes de santé publique. Indirectement, le changement climatique modifie l'environnement, entraînant une recrudescence de maladies infectieuses comme la leishmaniose et d'autres maladies d'origine hydrique. La capacité du système de santé à faire face à ces nouveaux défis est mise à rude épreuve par les coûts additionnels liés à ces risques émergents.

En ce qui concerne les ressources en eau, la Tunisie fait face à un stress hydrique croissant. Actuellement, la disponibilité en eau est déjà insuffisante, avec des projections alarmantes pour 2030 qui prévoient une pénurie d'eau exacerbée par une demande toujours croissante. L'envasement des barrages et la surexploitation des nappes phréatiques aggravent cette situation, rendant la gestion de l'eau encore plus complexe et critique pour le pays.

L'agriculture, qui représente 10,68 % du PIB tunisien, est également vulnérable aux impacts du changement climatique. Les rendements agricoles dépendent fortement des conditions climatiques, notamment des précipitations. La dégradation des sols et le vieillissement de la population agricole posent des défis supplémentaires. Les cultures céréalières et arboricoles

sont particulièrement sensibles aux variations climatiques, ce qui pourrait compromettre la sécurité alimentaire du pays.

M. Yadh Labbene a déclaré aussi que la frange littorale tunisienne est menacée par l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière. Avec plus de 90 % de sa capacité d'hébergement touristique située sur le littoral, la Tunisie risque de perdre des terres agricoles et touristiques cruciales. La salinisation des nappes côtières et la perte de biodiversité dans les écosystèmes marins sont également préoccupantes.

La région du Maghreb aujourd'hui se trouve dans une situation particulièrement vulnérable face au changement climatique. Il est impératif d'adopter des mesures d'adaptation pour renforcer la résilience des populations, en particulier celles des régions intérieures les plus démunies. Des initiatives doivent être mises en place pour améliorer la gestion des ressources naturelles et protéger les écosystèmes tout en soutenant le développement socio-économique durable du pays.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Les défis et progrès de la Méditerranée : Une analyse des indicateurs; L'Echo tunisien, 21 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://lecho.tunisien.com/les-defis-et-progres-de-la-meditteranee-une-analyse-des-indicateurs/>



La Méditerranée, région riche en histoire et en diversité, fait face à des défis croissants en matière de développement durable. Un récent rapport présente dix indicateurs clés qui mettent en lumière les progrès réalisés et les obstacles rencontrés au cours des trois dernières décennies. Ces indicateurs, allant de la démographie à la qualité de l'air, offrent une vue d'ensemble des dynamiques régionales. Lors de l'atelier qui s'est tenu à Tunis au début décembre 2024 et a rassemblé une vingtaine de journalistes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie, ainsi que des experts et des représentants d'organisations concernées M. Robin Degron, Directeur, Plan Bleu, a présenté le paysage des acteurs et des initiatives dans le bassin méditerranéen.

Selon M. Degron, la population méditerranéenne a connu une augmentation significative, atteignant plus de 163 millions d'habitants, soit une hausse de 43,8 % depuis 1990. Cette croissance est particulièrement marquée sur la rive sud, où le taux d'accroissement

démographique dépasse celui du nord. Cependant, cette dynamique ne prend pas en compte les migrations, ce qui pourrait fausser les résultats

L'espérance de vie à la naissance a également montré des signes d'amélioration générale, bien qu'une légère baisse ait été observée dans plusieurs pays récemment. En moyenne, l'espérance de vie est de 79,7 ans pour les pays du nord contre 75 ans pour ceux du sud, soulignant un écart persistant entre les deux rives

L'éducation est un autre domaine clé où des disparités sont évidentes. La durée moyenne de scolarisation a légèrement augmenté dans la région, atteignant 11,1 ans au nord contre 9 ans au sud. Cette différence reflète des inégalités structurelles qui nécessitent une attention particulière pour améliorer le bien-être humain

Sur le plan économique, le PIB réel par habitant révèle une disparité marquée entre les pays méditerranéens. Les nations du nord affichent des niveaux de PIB plus élevés et des taux de croissance robustes, tandis que le sud continue de lutter contre des crises économiques récurrentes. Ce constat met en lumière l'urgence d'une coopération régionale renforcée pour stimuler le développement économique

Quant aux enjeux environnementaux, ils sont cruciaux dans cette analyse de M. Robin Degron, Directeur, Plan Bleu. Les émissions de dioxyde de carbone par habitant ont généralement diminué dans la région, mais des disparités subsistent. Les pays du nord ont réalisé des progrès notables tandis que ceux du sud restent vulnérables aux impacts climatiques

De plus, la température atmosphérique et celle de surface de la mer continuent d'augmenter, exacerbant les défis liés à l'adaptation climatique dans cette région déjà fragile

La disponibilité en eau par habitant est un autre indicateur préoccupant. De nombreux pays méditerranéens ont enregistré une baisse significative des ressources en eau depuis 1990, ce qui pose un risque pour la sécurité hydrique et alimentaire

Parallèlement, les émissions de plastiques dans les milieux aquatiques continuent d'augmenter malgré les efforts réglementaires croissants

La qualité de l'air reste un enjeu majeur, avec des concentrations élevées de particules PM2.5 observées dans plusieurs pays du sud. Bien que des tendances d'amélioration aient été notées dans certaines régions, l'écart entre le nord et le sud demeure préoccupant

Et enfin, l'évolution des aires marines protégées montre une augmentation significative des efforts de conservation. Cependant, 94 % des sites protégés se trouvent dans le nord, soulignant une inégalité dans la gestion des ressources maritimes.



Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Crise Hydrique en Tunisie : Entre Changements Climatiques et Solutions Durables ; Cosmos Media, 25 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://cosmosmedia.net/fr/crise-hydrique-en-tunisie-entre-changements-climatiques-et-solutions-durables/>

En marge des travaux de l'atelier intitulé « Les défis des pays du Maghreb face au changement climatique : l'économie circulaire et la gestion raisonnée des ressources naturelles comme clés du devenir de la région », organisé par le réseau Africa21 et l'ambassade de Suisse en Tunisie, en partenariat avec PAMT2 et la GIZ, nous avons rencontré Hamouda Dakhlaoui, expert et chercheur en ressources hydriques à l'École Nationale d'Ingénieurs de Tunis (ENIT).

Lors de cet entretien, il a dressé un état des lieux alarmant sur la crise hydrique en Tunisie, un problème aggravé par les effets du changement climatique, tout en proposant des pistes concrètes pour mieux gérer et préserver les ressources en eau du pays.

Une vulnérabilité accrue face au changement climatique

« Les ressources en eau en Tunisie sont déjà insuffisantes, et cette situation va s'aggraver avec les projections climatiques », affirme Hamouda Dakhlaoui. Selon les scénarios les plus pessimistes, une diminution des précipitations d'environ 3 % d'ici la fin du siècle est attendue, accompagnée d'une hausse des températures de 4 à 5 degrés. Cette combinaison entraînera

une augmentation de l'évaporation et une réduction significative des eaux de surface, notamment celles stockées dans les barrages.

Une étude publiée en 2022 à l'ENIT révèle que les eaux de surface sont particulièrement sensibles aux variations climatiques. Une baisse de 20 % des précipitations pourrait engendrer une diminution de 40 % des eaux de surface en raison d'un coefficient multiplicateur hydrologique. « Ces chiffres traduisent une situation critique », souligne l'expert.

Les nappes souterraines ne sont pas épargnées. La réduction des précipitations limite leur recharge naturelle, tandis que la surexploitation des puits et sondages aggrave le problème. « Ce recours excessif menace de vider les nappes, avec un risque accru d'intrusion saline, rendant l'eau inexploitable pour l'agriculture et la consommation », alerte-t-il.

Un impact direct sur l'agriculture

Les conséquences du stress hydrique se font déjà sentir sur les pratiques agricoles. « Avec des sécheresses plus longues et plus intenses, certaines cultures pluviales, comme l'olivier, nécessitent désormais une irrigation, ce qui accroît la pression sur les ressources en eau », explique Hamouda Dakhlaoui.

Il cite une étude menée en collaboration avec l'Institut National de Recherche en Génie Rural, Eaux et Forêts (INGREFF) sur la production de Deglet Ennour à Jemna. « Les projections montrent que l'augmentation des températures et la salinisation des sols auront un impact négatif sur la productivité. L'irrigation souterraine pourrait être une solution, car elle réduit l'évaporation et limite l'accumulation de sel en surface. »

Diversifier les ressources hydriques : une nécessité

Face à cette situation, l'expert insiste sur l'urgence de diversifier les ressources hydriques. « Le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées traitées sont des solutions viables, mais leur usage doit être ciblé », préconise-t-il.

Le dessalement pourrait être orienté vers les cultures tolérantes au sel, tandis que les eaux traitées, contenant de la matière organique fertilisante, pourraient irriguer des cultures fourragères, réduisant ainsi les importations de maïs et de soja. « Actuellement, une ressource précieuse est rejetée en mer, nuisant à l'écosystème. Il est impératif de la canaliser pour en tirer profit », affirme-t-il.

Cependant, Hamouda Dakhlaoui met en garde contre l'utilisation des eaux usées non traitées, qui peuvent entraîner de graves conséquences sanitaires. « Les eaux traitées, en revanche, pourraient aussi être utilisées pour des activités comme le lavage des voitures, réduisant la pression sur les ressources en eau potable. »

Le rôle des pratiques ancestrales

L'expert appelle également à un retour aux pratiques ancestrales de gestion de l'eau, comme la collecte de l'eau pluviale dans des citernes (Majels). « Ces méthodes, bien que simples, restent efficaces pour préserver et gérer l'eau à l'échelle domestique », conclut-il.

Une prise de conscience urgente

Pour Hamouda Dakhlaoui, la crise hydrique en Tunisie nécessite une mobilisation collective et une action immédiate. La diversification des ressources, l'adoption de solutions innovantes et le respect des pratiques traditionnelles doivent converger pour surmonter cette crise. Enjeu vital pour l'agriculture et la survie des générations futures, la gestion durable des ressources en eau doit devenir une priorité nationale.

Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; L'économie circulaire au cœur d'un atelier pour les journalistes du Maghreb à Tunis ; Cosmos Media, 25 décembre 2025.

Pour accéder à l'article : <https://cosmosmedia.net/fr/leconomie-circulaire-au-coeur-dun-atelier-pour-les-journalistes-du-maghreb-a-tunis/>



Les travaux de l'atelier sur l'économie circulaire, organisé par l'Association Africa21, ont récemment eu lieu à Tunis. Destiné aux journalistes du Maghreb, cet événement a réuni 17 journalistes venant de Tunisie, d'Algérie et du Maroc pour débattre des enjeux liés aux changements climatiques et examiner comment l'économie circulaire et la gestion des ressources naturelles peuvent répondre aux besoins pressants de la région.

Cet atelier s'est déroulé sur quatre jours en format hybride, avec le soutien du programme PAMT2 de l'Union européenne, de l'Ambassade de Suisse en Tunisie et de la GIZ. Il a bénéficié de la participation d'organismes comme l'Union pour la Méditerranée, MEDECC, le Plan Bleu, ainsi que de plusieurs organisations des Nations Unies et centres d'expertise tunisiens. Le Forum national sur l'adaptation aux changements climatiques en Tunisie (FNAAC) était également représenté.

Objectifs de l'atelier

L'objectif principal était de sensibiliser les journalistes aux principes de l'économie circulaire, une approche essentielle pour la transition écologique et la réduction de la pression sur les ressources naturelles. La région du Maghreb, parmi les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, bénéficie d'une prise de conscience accrue grâce à ces initiatives.

Discours d'ouverture

Dans son intervention, M. Julien Chambolle, secrétaire général de l'association Africa21, a rappelé que cette organisation genevoise, fondée en 2011, est dédiée à la promotion du développement durable en Afrique. Africa21 agit comme un think tank et un do tank, facilitant le dialogue sur les Objectifs de développement durable (ODD) tout en soutenant les acteurs engagés à travers diverses initiatives.

Chambolle a souligné que l'association joue un rôle fondamental en permettant aux journalistes de développer une expertise sur les questions environnementales. Le réseau compte actuellement plus de 850 journalistes dans 43 pays africains, leur offrant un accès à des sources fiables et à des experts internationaux. Ce soutien permet de sensibiliser les publics à l'urgence climatique et de promouvoir des pratiques durables.

Activités et programmes

Africa21 continue de multiplier ses efforts via plusieurs initiatives :

- **Entrepreneurs Verts** : Un programme d'accompagnement des initiatives écologiques en Afrique.
- **Réseau des Journalistes Africains** : Créé en 2019, il soutient les journalistes dans leur traitement des questions de durabilité et d'économie circulaire.
- L'organisation publie également une revue académique intitulée **Afrique durable 2030**, dont le dernier numéro s'est concentré sur les défis énergétiques en Afrique.

Soutien à l'intégrité de l'information

Africa21 soutient les efforts internationaux pour lutter contre la désinformation sur le changement climatique. En partenariat avec des organisations comme l'UNESCO et l'ONU, elle

participe au Pacte mondial pour le numérique, qui évalue l'impact des fausses informations sur la réalisation des ODD.

L'apport du programme PAMT2

Sami Badereddine, expert pour le programme PAMT2, a mis en avant le rôle crucial de ce projet financé par l'Union européenne. Ce programme constitue un soutien majeur aux médias tunisiens et facilite des échanges entre journalistes et experts. L'atelier de Tunis a abordé des thèmes variés, notamment l'impact du changement climatique sur l'agriculture et les ressources en eau, ainsi que les besoins d'adaptation à ces réalités.

Visites de terrain

Des visites ont été organisées vers des projets innovants à Ezzahra et Manouba, où les participants ont rencontré des professionnels actifs dans le recyclage et la gestion des déchets. Ces expériences pratiques ont enrichi les connaissances des journalistes, leur permettant de mieux comprendre les initiatives locales et leur contribution à la résilience climatique.

Cet atelier a été une plateforme d'échange dynamique pour renforcer la compréhension des enjeux environnementaux, économiques et sociaux dans la région. Il contribue à renforcer le rôle des médias comme catalyseurs de changement pour un avenir plus durable.

Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; La 1e unité de recyclage de déchets "BTP" ouvre la voie à un modèle d'économie circulaire aux multiples avantages ; Tunis Afrique Presse, 30 décembre 2024.

Pour accéder à l'article : <https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/18263702-la-1e-unit%C3%A9-de>



Tunis,30 déc. (TAP)- Au milieu d'un vaste terrain d'environ 6000 m², dans la commune d'Ezzahra, dans la banlieue sud de Tunis, les concasseurs, chargeuses-pelleteuses et grues mobiles, de la première et unique unité de recyclage et de valorisation des déchets de démolition et de construction en Tunisie et en Afrique, sont à l'œuvre.

Créée en 2019, grâce à un partenariat public-privé, la société "REG- Respect environnement Group Tunisie", qui opère dans le cadre d'une approche d'économie verte et circulaire, recycle, aujourd'hui, les déchets de chantiers BTP, les transforme en matériaux réutilisables dans l'infrastructure routière et les vend à des prix moins chers de 30 à 40% que les produits de

carrière, selon son directeur, Hamza Ben Ali. Elle ouvre la voie à un modèle d'économie circulaire aux multiples avantages: réduction des coûts de construction en réutilisant les matériaux recyclés, limitation de l'extraction des matières premières non renouvelables et dépollution à travers la réduction des décharges.

La société d'une capacité de broyage de 1000 tonnes par jour, est désormais prête après son expérience avec la commune d'Ezzahra, à faire bénéficier d'autres municipalités en Tunisie, de son expertise et à développer des services de concassage et de recyclage mobiles (sur site) . Elle possède même un réel potentiel à s'internationaliser.

"Nous avons déjà créé une représentation "REG Moyen Orient" à Dubaï (Emirats arabes Unis) et nous sommes en train d'établir des partenariats en Italie et en Egypte autour de solutions innovantes et durables face aux défis environnementaux actuels", a déclaré le directeur de REG, Hamza Ben Ali, à des médias tunisiens et maghrébins en visite sur le site dans le cadre d'un atelier de formation organisé, à Tunis, par le réseau des journalistes africains "Afrique 21". La société opère, actuellement, avec succès pour la gestion écologique et efficace des déchets BTP, avec des partenaires en France, au Liban, en Tunisie, en Afrique et au Moyen-Orient.

Une fois broyés par des concasseurs sur le site, les déchets de démolition, transformés en produits de pré-construction sont utilisés dans des couches de base pour les routes et dans les corps de chaussées et le bitumage. Déjà, un tronçon de la Route nationale n°3 a été bitumé par les produits recyclés de la société, en guise d'expérimentation.

"Dans une deuxième étape, nous allons travailler sur des produits préfabriqués à utiliser pour les bordures de routes, les caniveaux et les trottoirs. Nous avons commandé une machine spéciale pour cette opération", a indiqué le premier responsable de la société. Pour lui, il existe toujours une réticence à la réutilisation des produits recyclés, d'où la nécessité d'un changement des mentalités et d'un travail de sensibilisation persévérant.

Pour cette raison, la société qui assure 10 emplois directs et environ 300 emplois indirects, n'exploite pas, à l'heure actuelle, tout son potentiel de production, mais travaille sur commande, avec une clientèle composée, essentiellement, d'entrepreneurs BTP.

Pour ses perspectives d'avenir, la société se penche sur l'innovation pour pouvoir faire la démolition et le recyclage sur place par le biais d'un concasseur mobile, et réduire ainsi, le coût du transport.

"On travaille, aussi, sur une application digitale dans le cadre du projet Re-MED, pour alerter sur les déchets de construction. Cette application est assistée par l'intelligence artificielle pour identifier les types de déchets signalés et s'assurer qu'il s'agit bien de déchets de démolition valorisables".

En Tunisie, les déchets de démolition et de construction constituent une nuisance importante pour l'environnement et la qualité de vie en général. Les quantités de ces déchets rejetées dans les écosystèmes urbains et ruraux, sont estimées à environ 13 millions de tonnes, dont 70 % se trouvent dans les grandes villes côtières de Tunis, de Sousse et de Sfax, selon une étude menée en 2019.

La valorisation et le recyclage de ces déchets permettra ainsi de réduire la pollution causée par ces déchets en Tunisie et de mettre fin à la prolifération des décharges anarchiques.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Transformations écologiques : Comment les entreprises adoptent l'économie circulaire; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/transmutations-ecologiques-comment-les-entreprises-adoptent-leconomie-circulaire/>



L'économie circulaire représente une réponse innovante aux défis environnementaux contemporains, en s'éloignant du modèle traditionnel linéaire de « produire, consommer et jeter ». Ce concept, soutenu par la transition vers des énergies renouvelables, vise à créer un système économique durable qui valorise les ressources tout en minimisant les déchets. En adoptant ce modèle, les entreprises peuvent non seulement réduire leur empreinte écologique, mais aussi créer de nouvelles opportunités économiques. Lors d'un atelier de formation s'est tenu à Tunis le dernier mois de 2024, et qui a rassemblé des experts et des acteurs clés pour discuter des impacts du changement climatique sur les ressources naturelles dans le Maghreb, M. Giorgio Mosangini, Chef du département d'entrepreneuriat vert et société civile, MedWaves, a présenté des modèles d'entreprise durables et circulaires.

Les entreprises durables se définissent par leur capacité à générer de la valeur écologique tout en étant économiquement viables. Elles répondent aux enjeux environnementaux en intégrant des pratiques d'éco-innovation et d'éco-conception dans leur modèle d'affaires. Cela implique une évaluation systématique de l'impact environnemental à chaque étape du cycle de vie d'un produit, depuis la conception jusqu'à la fin de vie. En effet, il est estimé que 80 % des impacts environnementaux sont déterminés dès la phase de conception.

L'éco-innovation se décline en plusieurs niveaux : au niveau des processus, elle permet d'optimiser l'utilisation des ressources et de réduire les déchets; au niveau des produits, elle favorise le développement de solutions plus performantes sur le plan environnemental; et au niveau du système, elle encourage des modèles d'affaires radicaux qui privilégient la durabilité. Par exemple, la transition vers des services de mobilité partagée illustre comment l'éco-innovation peut transformer les modes de consommation.

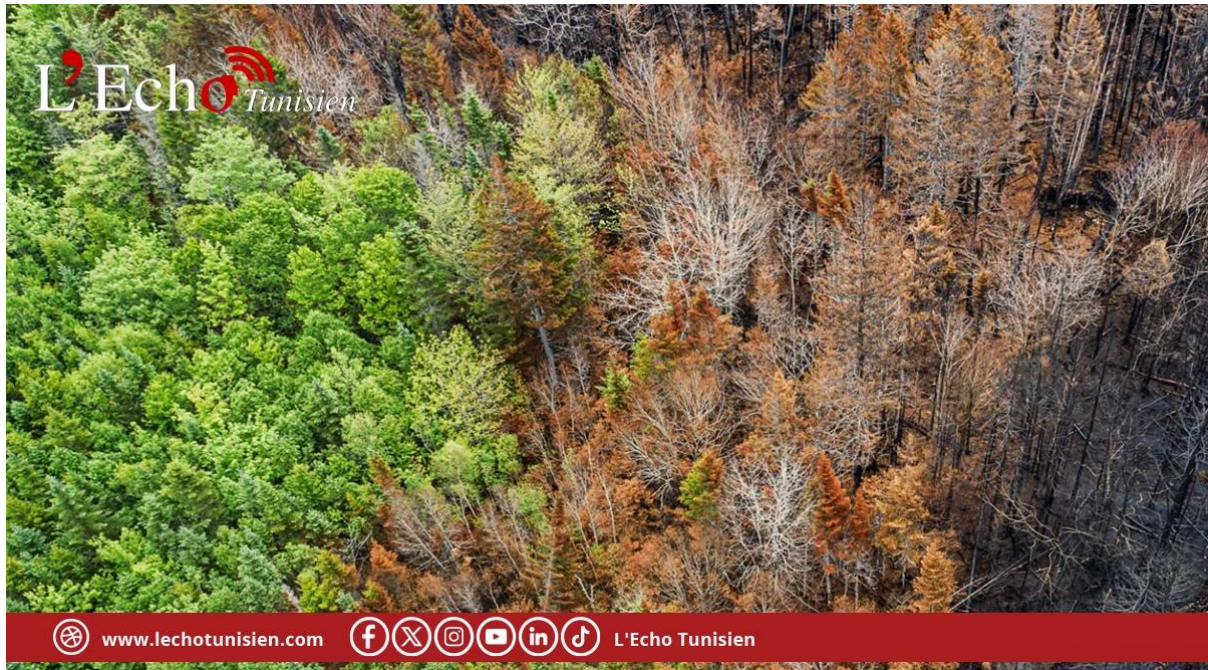
L'éco-conception joue également un rôle crucial dans cette dynamique. En intégrant des critères environnementaux dès la conception, les entreprises peuvent non seulement améliorer leur performance écologique, mais aussi réduire leurs coûts opérationnels. Des stratégies telles que l'utilisation de matériaux recyclés ou renouvelables, l'optimisation des procédés de production et la promotion de la réparabilité sont autant d'initiatives qui contribuent à cette démarche.

En adoptant ces pratiques, les entreprises peuvent accroître leur résilience face aux risques liés à la raréfaction des ressources. Elles bénéficient également d'un accès privilégié aux marchés en croissance pour les produits durables et peuvent améliorer leur image de marque grâce à un engagement fort en faveur de l'environnement. Les investissements verts et les subventions publiques deviennent ainsi plus accessibles pour celles qui intègrent l'éco-innovation dans leur stratégie.

L'économie circulaire aujourd'hui offre une voie prometteuse pour réinventer le modèle économique actuel. En transformant les défis écologiques en opportunités économiques, les entreprises peuvent non seulement contribuer à un avenir durable mais également renforcer leur compétitivité sur le marché mondial. L'intégration de l'éco-innovation et de l'éco-conception est essentielle pour construire un système économique qui respecte les limites planétaires tout en répondant aux besoins sociétaux.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Le Maghreb à l'épreuve du changement climatique; L'Echo Tunisien, 2 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/le-maghreb-a-lepreuve-du-changement-climatique/>



Un atelier de formation s'est tenu à Tunis le dernier mois de 2024, et a rassemblé des experts et des acteurs clés pour discuter des impacts du changement climatique sur les ressources naturelles et le vivant dans le Maghreb.

Le Maghreb, en tant que région méditerranéenne, est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Les participants ont souligné que cette région est un « hot spot » du changement climatique, caractérisé par une augmentation des températures et une diminution des précipitations. Cette situation pose des défis majeurs pour la gestion des ressources naturelles, notamment l'eau, les sols, et la biodiversité.

Dans une présentation par M. Tarik Chfadi, économiste spécialisé en économie agricole et des ressources à l'Institut international de recherche sur l'eau de l'Université polytechnique Mohammed VI, expert MEDECC, où il a évoqué les enjeux environnementaux des économies du Maghreb dans le contexte du changement climatique : impact sur le vivant et les

ressources, plusieurs questions ont été posées sur la pénurie d'eau qui représente un problème crucial pour le Maghreb.

Les experts ont noté que la combinaison de la baisse des précipitations et de l'augmentation de l'évaporation réduit la disponibilité de l'eau, affectant ainsi l'agriculture et l'approvisionnement en eau potable. Des pays comme l'Algérie font face à une réduction significative des écoulements d'eau et à la dégradation des zones humides. Les solutions proposées incluent le dessalement et la réutilisation des eaux usées traitées, bien que ces méthodes nécessitent une attention particulière aux apports énergétiques durables.

Le changement climatique accélère la dégradation des sols et la désertification, ce qui réduit les terres arables et la productivité agricole. Le Maroc et la Tunisie, où l'agriculture est essentielle à l'économie, sont particulièrement touchés. Les experts ont recommandé l'adoption de technologies d'irrigation innovantes et de pratiques durables d'utilisation des terres pour atténuer ces impacts.

La biodiversité dans le Maghreb est menacée par la perte d'habitat et les nouvelles conditions climatiques. Les participants ont discuté des risques de migration d'espèces et des implications négatives pour les écosystèmes terrestres et marins. Il a été souligné que des efforts de conservation renforcés et une coopération régionale sont nécessaires pour protéger cette biodiversité.

La pénurie d'eau et les défis agricoles contribuent à l'instabilité socio-économique dans la région, augmentant le risque de troubles sociaux. Les liens entre les besoins fondamentaux non satisfaits, comme l'accès à l'eau et à la nourriture, et les événements tels que le printemps arabe ont été mis en évidence. Des migrations potentielles et des conflits pourraient également découler de cette rareté des ressources.

Les participants ont discuté des mesures d'adaptation nécessaires, telles que le recours aux énergies renouvelables pour le dessalement, ainsi que l'agriculture intelligente face au climat. Le leadership du Maroc dans le programme national d'économie d'eau et ses investissements dans l'énergie solaire ont été cités comme exemples positifs. L'accent a été mis sur la gestion durable des ressources et la nécessité d'une coopération transfrontalière.

Cet atelier a permis de mettre en lumière les défis importants que pose le changement climatique pour le Maghreb tout en identifiant des opportunités pour une transformation

durable. Il est crucial de partager les informations scientifiques, d'encourager la coopération régionale, et d'adopter des pratiques innovantes pour assurer la résilience face aux impacts environnementaux croissants.



Mabrouka Khedir (Tunisie) ; "À la Rencontre de Robin Degron : L'Avenir de la Méditerranée selon le Plan Bleu!" ; Cosmos Media, 7 janvier 2025.

Pour accéder à la vidéo de l'interview : <https://www.youtube.com/watch?v=pMfvHcTZxLw>

Cosmos Média a eu l'honneur d'accueillir Robin Degron, le directeur du Plan Bleu Plan Bleu pour une discussion captivante sur la #méditerranée.

Nous avons exploré des sujets cruciaux tels que les enjeux environnementaux, les activités maritimes et la tension géopolitique, ainsi que leurs impacts sur les stratégies face au changement climatique.

Ne manquez pas cette interview exclusive qui offre des perspectives internationales sur nos océans et notre terre, qui mérite la vie. Suivez-nous pour en savoir plus !

Najeh Kharrez (Tunisie) ; Clima : Un modèle de développement durable pour la commune de Mahdia ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://lecho tunisien.com/clima-un-modele-de-developpement-durable-pour-la-commune-de-mahdia/>



Le projet CLIMA, présenté par M. Zouhaier Baklouti, Eco conseiller, lors d'un atelier de formation qui s'est tenu à Tunis le mois dernier, a rassemblé des experts et des acteurs clés dans le domaine de l'environnement. Ce projet se concentre sur une initiative innovante de nettoyage en Méditerranée, visant à réduire les déchets organiques dans la commune de Mahdia. Son objectif principal est de diminuer la pollution causée par ces déchets et de stimuler l'économie circulaire. En collaboration avec des pays comme l'Italie et le Liban, CLIMA se fixe plusieurs objectifs thématiques, notamment la protection de l'environnement et l'atténuation du changement climatique.

L'un des principaux objectifs du projet est de réduire les quantités de déchets envoyés à la décharge anarchique et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Pour ce faire, le projet prévoit la mise en place d'un système de tri sélectif dans un quartier pilote, impliquant environ

300 ménages. Des actions de sensibilisation et des formations sont également prévues pour encourager la participation active de la société civile dans cette initiative.

Un aspect clé du projet est l'implantation d'une station de compostage capable de traiter jusqu'à 5 tonnes de déchets organiques par jour, soit environ 1825 tonnes par an. Cette station sera conçue pour utiliser un procédé innovant appelé lombricompostage, qui permet non seulement de recycler les déchets organiques, mais aussi de produire un engrais naturel riche en nutriments pour améliorer le rendement agricole. Le lombricompostage présente plusieurs avantages, notamment la valorisation des déchets agricoles et une réduction significative des coûts liés à l'achat d'engrais chimiques.

Cependant, le projet rencontre plusieurs défis, tels que l'absence d'un corps pour contrôler et verbaliser les comportements citoyens en matière de gestion des déchets. De plus, il existe des difficultés liées à la valorisation des fractions non organiques et à l'installation du système dans des habitations verticales. Pour surmonter ces obstacles, le projet prévoit également le développement d'applications mobiles visant à optimiser la gestion des déchets et faciliter la communication entre les citoyens et les autorités locales.

Le projet CLIMA s'inscrit dans une démarche plus large de développement durable pour la ville de Mahdia. Il inclut des mesures d'atténuation telles que l'installation de panneaux photovoltaïques pour l'éclairage public et la promotion de la mobilité active avec des pistes cyclables. La ville est également en cours d'obtention du label ACTE-MEA (ARGENT), témoignant ainsi de son engagement envers une stratégie efficace d'adaptation au changement climatique. Cette version corrige les erreurs grammaticales et améliore la fluidité du texte tout en conservant les informations essentielles.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; ASSAD et le recyclage des batteries : Un modèle d'économie circulaire ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://lecho tunisien.com/assad-et-le-recyclage-des-batteries-un-modele-deconomie-circulaire/>



ASSAD est une entreprise tunisienne de premier plan spécialisée dans la conception, la fabrication, la distribution ainsi que la collecte et le recyclage d'accumulateurs électriques au plomb. Fondée en 2003 avec un investissement initial de 6 millions de dinars, l'usine de recyclage ASSAD se distingue par ses technologies de pointe et ses infrastructures adaptées au broyage des batteries usagées, à la séparation des composants et au recyclage du plomb et des matières plastiques. Grâce à un procédé conforme aux normes environnementales, cette usine est capable de traiter l'intégralité des batteries usagées générées par le marché local, tant présent que futur.

Lors d'un atelier de formation qui s'est tenu à Tunis le mois dernier, L'Echo Tunisien a rencontré l'équipe d'ASSAD et a pu obtenir des informations utiles sur le traitement des batteries usées en Tunisie. Avec une capacité de traitement dépassant les 25 000 tonnes de batteries par an, l'usine ASSAD joue un rôle crucial dans la lutte contre la pollution causée par le traitement

anarchique de ces déchets dangereux. En moyenne, l'entreprise recycle environ 10 000 tonnes de batteries usagées collectées chaque année. De plus, depuis mars 2000, ASSAD est certifiée ISO 14001, une norme qui atteste de son engagement envers la protection de l'environnement. Cette certification garantit que l'entreprise prend des mesures proactives pour réduire son empreinte écologique tout en respectant les exigences légales en vigueur.

Le procédé de production du plomb à partir des batteries usagées se déroule en trois étapes principales : le broyage, la réduction et l'affinage. Lors de ce processus, les déchets plastiques sont séparés et valorisés, tandis que le plomb métal et d'autres composants sont extraits pour être recyclés. En moyenne, ASSAD produit environ 7 000 tonnes de plomb fini chaque année à partir des batteries usagées collectées.

L'impact environnemental et social du projet ASSAD est significatif. Le recyclage des batteries contribue à la réduction des déchets dangereux et préserve les ressources naturelles. L'entreprise a également mis en place des mesures pour assurer la sécurité des travailleurs et minimiser les impacts environnementaux, notamment par l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) et des systèmes de filtration pour réduire les émissions polluantes.

En termes d'impact économique, ASSAD a créé plus de 46 emplois dans son usine de recyclage, contribuant ainsi à l'économie locale tout en réduisant la dépendance aux importations de plomb et de batteries. De plus, l'usine valorise les déchets plastiques issus du recyclage pour produire des bacs destinés à de nouvelles batteries, favorisant ainsi un modèle d'économie circulaire.

Dans le cadre de ses projets environnementaux, ASSAD a récemment installé une unité de désulfuration pour améliorer le rendement du processus de recyclage et réduire les émissions de dioxyde de soufre. Un système de surveillance continue des émissions atmosphériques a également été mis en service pour garantir le respect des normes environnementales.

Enfin, plusieurs projets sont en cours d'étude pour renforcer encore davantage l'engagement d'ASSAD envers la durabilité environnementale. Parmi ceux-ci figurent une unité de cristallisation pour valoriser les résidus du processus de désulfuration et un projet visant à traiter les déchets solides générés par l'activité.

Najeh Kharrez (Tunisie) ; S-REG : Un modèle de durabilité dans le recyclage des déchets d'infrastructure ; L'Echo Tunisien, 9 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://lehotunisien.com/s-reg-un-modele-de-durabilite-dans-le-recyclage-des-dechets-dinfrastructure-video/>



L'entreprise S-REG, pionnière dans le recyclage des déchets du bâtiment et des infrastructures, joue un rôle crucial dans la transition vers une économie circulaire en Tunisie. Lors d'un récent atelier de formation sur l'économie circulaire qui s'est tenu à Tunis, L'Echo Tunisien a eu l'opportunité de visiter le site officiel de S-REG et d'explorer son processus de travail innovant. Fondée sur des principes d'innovation et de durabilité, S-REG s'engage à transformer les déchets en ressources précieuses grâce à des technologies avancées. En se concentrant sur le recyclage des matériaux issus de la démolition et de la construction, l'entreprise contribue activement à la préservation de l'environnement tout en réduisant la dépendance aux matières premières vierges.

Pour voir la vidéo : https://youtu.be/97IU_2oleio

S-REG se distingue par ses méthodes de démolition précises et responsables, minimisant ainsi l'impact environnemental. L'entreprise ne se limite pas à la destruction des structures ; elle

s'efforce également de récupérer un maximum de matériaux pour les réutiliser dans de nouveaux projets. Cela inclut la fabrication d'éléments préfabriqués à partir d'agrégats recyclés, tels que des bordures, des pavés et des dalles, qui sont non seulement durables mais aussi respectueux de l'environnement. Ces produits permettent de réduire les émissions de CO₂ tout en offrant une alternative viable aux matériaux traditionnels.

Un autre aspect clé de l'activité de S-REG est le recyclage de l'asphalte. En mélangeant les matériaux provenant d'anciens revêtements avec de nouveaux liants et agrégats, l'entreprise parvient à créer un asphalte recyclé qui offre des routes durables avec des exigences d'entretien réduites. Cette approche éco-responsable contribue à diminuer les coûts tout en minimisant l'impact environnemental.

S-REG ne se limite pas à ses opérations actuelles ; elle investit également dans la recherche et le développement pour améliorer continuellement ses pratiques de recyclage et ses techniques de démolition. En collaborant avec des institutions académiques comme l'École d'ingénierie Esprit, l'entreprise vise à former la prochaine génération d'ingénieurs sur les enjeux liés à la durabilité et à la gestion des déchets. Cette initiative souligne l'engagement de S-REG envers l'éducation et la responsabilité environnementale.

En somme, S-REG se positionne comme un acteur majeur dans le secteur du recyclage en Tunisie, contribuant non seulement à la gestion efficace des déchets du bâtiment mais aussi à la promotion d'une économie circulaire durable. Grâce à ses innovations et son engagement envers l'environnement, l'entreprise pave la voie vers un avenir plus vert pour les générations futures.

Mabrouka Khedir (Tunisie) ; Lancement de la première unité de recyclage des déchets de construction en Tunisie : Une étape pionnière vers une économie circulaire ; Cosmos Media, 14 janvier 2025.

Pour accéder à l'article :

<https://cosmosmedia.net/%D8%A5%D8%B7%D9%84%D8%A7%D9%82-%D8%A3%D9%88%D9%84-%D9%88%D8%AD%D8%AF%D8%A9-%D9%84%D8%A5%D8%B9%D8%A7%D8%AF%D8%A9-%D8%AA%D8%AF%D9%88%D9%8A%D8%B1-%D9%86%D9%81%D8%A7%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%A8/>



في قلب منطقة الزهراء، حيث تتناغم حركة الشاحنات المليئة ببقايا البناء مع صوت الآلات الثقيلة، يتجلى مشهد فريد من نوعه يعكس جهود تونس في إعادة تدوير النفايات. هذه الحضيرة الواسعة، التي تمتد على مساحة شاسعة، تشهد دخول شاحنات محملة بمخلفات البناء، لتصب في مصب كبير يجمع بين بقايا الأسفلت والحديد والبلاستيك، وكل أنواع فضلات البناء .

تتوسط هذه الحضيرة آلة ضخمة تقوم بتكسير الألواح الكبيرة لمواد البناء، حيث يتم طحنها وتحويلها إلى رمل ناعم يُعاد استخدامه في مشاريع البناء. هذه العملية لا تقتصر على مجرد التخلص من النفايات، بل تسهم في إعادة تدوير المواد بشكل فعال، مما يتيح إمكانية إعادة بيعها والاستفادة منها مجددًا.

.. جهود مستدامة نحو الاقتصاد الدائري

تعتبر هذه المبادرة جزءًا من نموذج الاقتصاد الدائري الذي تسعى تونس لتحقيقه، حيث يتم تحويل النفايات إلى موارد قيمة. إن هذا المصنع، الذي يُعد الأول من نوعه في تونس وإفريقيا، يمثل خطوة هامة نحو تقليل التلوث والحفاظ على البيئة من خلال تقليل النفايات ومكباتها العشوائية.

في ظل التحديات البيئية الكبرى مثل التغير المناخي وندرة الموارد الطبيعية، أصبحت عملية إعادة التدوير أحد الحلول الفعالة للمساهمة في حماية الأنظمة البيئية من التدهور وتقليل التلوث بجميع أنواعه، بما في ذلك التلوث الناتج عن تراكم فضلات البناء، التي باتت ظاهرة متفشية تهدد المحيط في الآونة الأخيرة. إعادة تدوير مواد البناء تلعب دورًا حيويًا في تعزيز الاقتصاد الدائري في تونس. حيث أطلقت تونس أول مشروع لإعادة تدوير نفايات الهدم والبناء، بهدف الاستفادة من 1.7 مليون متر مكعب من بقايا الأشغال والهدم التي تلقى سنويًا في الطبيعة. هذا المشروع يهدف إلى إعادة استغلال 85% من بقايا البناء والهدم بحلول عام 2040.

Pour voir la vidéo : <https://youtu.be/t5jw2AiGRhw>

تعتبر إعادة تدوير نفايات البناء خطوة مهمة نحو تقليل الاعتماد على المواد الخام غير المتجددة، مما يساهم في خفض تكاليف البناء بنسبة تتراوح بين 30% و40% مقارنة بالمواد التقليدية. كما أن استخدام المواد المعاد تدويرها يساعد في تقليل انبعاثات الكربون والتلوث الناتج عن مكبات النفايات.

تهدف تونس إلى تطوير الاقتصاد الدائري من خلال تحويل نفايات البناء إلى مواد "RE-MED" من خلال مشاريع مثل قابلة للاستخدام في إنشاء الطرق وصيانتها. هذا النوع من المشاريع لا يساهم فقط في حماية البيئة، بل أيضًا يوفر فرص عمل جديدة ويساعد على تحسين جودة الحياة في المجتمعات المحلية.

إن تعزيز ثقافة إعادة تدوير مواد البناء والتوعية بأهميتها يعد أمرًا ضروريًا لتحقيق تنمية مستدامة، ويمكن أن يساهم بشكل كبير في تحسين الوضع البيئي والاقتصادي في تونس.

تعمل REG وفي تصريح له لمنصة كوسموس ميديا، أكد مدير البحث والتطوير والابتكار الرقمي بوبكر بن يعقوب أن شركة على إعادة تدوير النفايات الموجودة في مواقع البناء وتحويلها إلى مواد صالحة لإعادة الاستعمال في تشييد البنى التحتية للطرق، بما في ذلك طبقات الأساس وهياكل الطرق ومواد الأسفلت. وأضاف أن شركتهم قد أطلقت عدة مشاريع تجريبية بالتعاون مع الاتحاد الأوروبي، من بينها مشروع تشييد الطريق الوطنية رقم 3 بين عروس، الذي يمتد على 1.2 كلم، حيث تم استخدام 100% من هياكل الطرق و20% من مواد الأسفلت المعاد تدويرها كجزء من التجربة. أظهرت الدراسات أن تكلفة بناء الطريق باستخدام المواد المعاد تدويرها انخفضت بنسبة 40%، حيث كانت تكلفة الطريق المشيد بمنتجات المحاجر تبلغ 2.5 مليون دينار، بينما لا تتجاوز التكلفة عند استخدام المواد المعاد تدويرها من قبل الشركة 1.4 مليون دينار. يمثل هذا المشروع خطوة هامة نحو تحقيق أهداف الاقتصاد الدائري وتقليل التكاليف البيئية والمالية في قطاع البناء، مما يعكس التزام الشركة بتعزيز الابتكار والاستدامة في هذا المجال.

أكد بن يعقوب أن المواد الإنشائية مثل الأسمنت والآجر والحجارة التي تُترك في البيئة تشكل تهديدًا كبيرًا للبيئة. إن التحدي يكمن في صعوبة التخلص منها، حيث تحتاج إلى وقت طويل للتحلل في الطبيعة. لذلك، تعتبر إعادة التدوير الحل الأمثل للحفاظ على البيئة، فضلاً عن الانتقال من الاقتصاد الخطي إلى الاقتصاد الدائري، وهو الهدف الذي تسعى إليه الشركة. هذا التحول يهدف إلى تقليل تكاليف البناء، والحد من استخراج المواد الخام غير المتجددة، والتقليل من التلوث، مما يؤدي أيضًا إلى تقليص حجم مكبات النفايات. إن تبني هذه الممارسات لا يسهم فقط في حماية البيئة، بل يعزز أيضًا الاستدامة الاقتصادية والاجتماعية.

وكان بن يعقوب قد صرح لمنصة كوسموس ميديا أيضًا انه: "في مساحة شاسعة تبلغ حوالي 6000 متر مربع، تمر نفايات البناء بأربع مراحل أساسية. تبدأ العملية بتجميع نفايات الهدم والبناء من مواقع العمل، تليها عملية الفرز اليدوي. بعد ذلك، يتم سحق هذه النفايات باستخدام كسارات مخصصة لإعادة التدوير، مما يؤدي إلى تحويل المواد المتحصل عليها إلى منتجات جاهزة للاستخدام في أرصفة الطرق والمزارب، وفقًا لاحتياجات المهندسين. كما نقوم بإنشاء مخزون خاص بالمواد الأكثر مبيعًا في السوق. تقدر الطاقة الإنتاجية للشركة بحوالي 1000 طن يوميًا، ورغم أننا لا نعمل حاليًا بكامل طاقتنا، إلا أن تجربتنا مع بلدية الزهراء دفعتنا لمشاركة خبرتنا مع بلديات مجاورة مثل حمام الأنف ورادس، وتطوير خدمات التكسير وإعادة التدوير. نحن فخورون بتوفير 10 وظائف مباشرة وحوالي 300 وظيفة غير مباشرة."

للتوسع والابتكار في مجال مواد البناء المعاد تدويرها REG استعداد شركة

أعرب المدير الفني حمزة بن علي عن استعداد الشركة للتوسع والانفتاح على REG في إطار حديثه عن مستقبل شركة. جميع ولايات الجمهورية، معربًا عن أمله في تعاون السلطات المحلية معهم.

وفي تصريح له لمنصة كوسموس ميديا، أكد بن علي أن الإقبال على شراء مواد البناء المعاد تدويرها لا يزال ضعيفًا، مشيرًا إلى أن هذا يعود إلى تردد المواطنين في استخدام مواد جديدة لم يعتادوا عليها، رغم النتائج الممتازة التي حققتها هذه المواد. وأكد على ضرورة تغيير العقلية وزيادة الوعي لدى المواطنين حول فوائد هذه المواد. وعلى المدى البعيد، تسعى الشركة إلى الابتكار في عمليات الهدم وإعادة التدوير من خلال استخدام كسارة متنقلة في مواقع البناء، مما سيساعد في تقليل انبعاث الغازات السامة مثل ثاني أكسيد الكربون وتقليل تكاليف الشحن. ومن المقرر استيراد هذه المعدات من خارج البلاد.

هذا وتسعى الشركة إلى تنفيذ سياسة اتصالية فعّالة على مواقع التواصل الاجتماعي بهدف توعية المواطنين بأهمية تعمل الشركة على تطوير تطبيق رقمي، Re-MED استخدام مواد البناء المعاد تدويرها الصديقة للبيئة. في إطار مشروع، مبتكر يشجع الأفراد ويسهل عليهم عملية إعادة التدوير. عندما يلاحظ المواطن وجود نفايات هدم وبناء في محيطه، يمكنه ببساطة تصويرها وتحديد موقعها وإرسالها إلى الشركة عبر التطبيق. تتولى الشركة بعد ذلك جميع الخطوات اللازمة بما في ذلك الشحن والهدم وإعادة التدوير، مما يجعل العملية أكثر سلاسة ومرونة. علاوة على ذلك، يستخدم التطبيق تقنيات الذكاء الاصطناعي لتحديد أنواع النفايات المبلغ عنها والتأكد مما إذا كانت نفايات هدم يمكن إعادة تدويرها، مما يعزز كفاءة العملية ويزيد من الوعي البيئي بين المستخدمين

إعادة تدوير نفايات البناء: ضرورة بيئية وثقافة مستدامة

رغم الأسعار الرمزية التي تقدمها الشركة للمواطنين مقارنة بتكاليف التفرغ العالية، لا يزال الكثيرون يتخلصون من فضلات البناء بطريقة عشوائية. يعود السبب الرئيسي إلى عدم وعي المواطن بأهمية الحفاظ على البيئة. لذلك، من الضروري إطلاق حملات توعوية لرفع مستوى الوعي حول أهمية حماية المحيط. في هذا السياق، تسعى الشركة إلى إبرام اتفاقيات بهدف تغيير عقلية الشباب وتعزيز قيم الحفاظ على الطبيعة، Enit و Isset Sfax و Esprit وشركات مع الجامعات مثل لدى الأجيال القادمة. يُعتبر طلبة الهندسة المدنية في مرحلة الدراسة من الفئات المستهدفة، حيث يتم تعريفهم بالمنتجات المعاد تدويرها وتدريبهم على ثقافة الاقتصاد الدائري وأهمية حماية البيئة. تظل عملية إعادة تدوير نفايات الهدم والبناء مرتبطة بمدى وعي المواطن والتزامه بالحفاظ على الطبيعة. هذه العملية ليست فقط وسيلة لتقليل التلوث، بل تساهم أيضًا في الحد من انتشار المكبات العشوائية وغير القانونية للنفايات.

تم إعداد هذا المقال كجزء من دورة تدريبية مخصصة للصحافيين في تونس، تركزت حول الاقتصاد الدائري، والتي نظمتها منظمة أفريقيا 21.



Sarah Ben Omrane (Tunisie) ; Le Plan Bleu alerte: agir face aux défis climatiques en Méditerranée ; Albia News, janvier 15 2025.

Pour accéder à l'article : <https://www.albiaanews.com.tn/le-plan-bleu-alerte-agir-face-aux-defis-climatiques-en-mediterranee/>



En marge des travaux de l'atelier intitulé « Les défis des pays du Maghreb face au changement climatique : l'économie circulaire et la gestion raisonnée des ressources naturelles comme clés du devenir de la région », organisé récemment à Tunis par le réseau Africa21 et l'ambassade de Suisse en Tunisie, en partenariat avec PAMT2 et la GIZ avec l'appui du forum de l'adaptation aux changements climatiques en Tunisie (FNAAC), Robin Degron, directeur du Plan Bleu, haut fonctionnaire des finances, professeur de droit et docteur en géographie économique, a partagé une analyse alarmante des impacts des changements climatiques sur la Méditerranée.

Une augmentation alarmante des températures

La région méditerranéenne fait face à des prévisions inquiétantes : une hausse des températures de 4 à 5 degrés Celsius d'ici la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle. Selon Robin Degron, cette évolution ne constitue pas uniquement une menace environnementale, mais également une alerte de sécurité civile.

Une tropicalisation des écosystèmes marins

Le réchauffement des eaux méditerranéennes menace des espèces emblématiques telles que la grande nacre (*Pinnanobilis*) et la posidonie (*Posidonia oceanica*), qui ne peuvent survivre qu'à des températures plus basses. Ce phénomène entraîne une tropicalisation, avec l'arrivée d'espèces invasives provenant de l'océan Indien par le canal de Suez. Ces espèces modifient profondément les écosystèmes locaux, fragilisent la biodiversité endémique et posent de nouveaux risques sanitaires.

Des conséquences sur les écosystèmes terrestres

Sur terre, l'augmentation des températures et la raréfaction des ressources en eau douce entraînent une baisse des rendements agricoles, notamment pour des cultures comme le blé. Cela accentue les risques de sécurité alimentaire dans les pays du Maghreb. Les impacts se font également sentir sur la santé humaine, notamment chez les personnes âgées ou vulnérables, pour qui les températures élevées sont particulièrement éprouvantes.

Une cascade d'impacts économiques

Les changements climatiques ont également des répercussions majeures sur l'économie. Des secteurs comme l'agriculture, la pêche, l'aquaculture et l'industrie, qui dépendent directement du vivant et des ressources naturelles, sont gravement affectés. Robin Degron a également souligné l'impact sur les activités tertiaires, telles que les banques. Par exemple, les actifs situés en zones côtières, comme les hôtels, subissent une dépréciation en raison des coûts d'adaptation aux changements climatiques, ce qui peut affaiblir certains actifs bancaires. Par ailleurs, bien que les assurances couvrent certains risques, le coût de ces garanties augmente, entraînant des effets en cascade sur l'ensemble des secteurs économiques.

Des scénarios pour 2050

Robin Degron a annoncé la publication début 2025 d'un rapport prospectif du Plan Bleu sur l'avenir de la Méditerranée en 2050. Trois scénarios principaux y seront abordés :

Un scénario statique, où la situation actuelle perdure sans amélioration notable, conduisant à des perspectives peu optimistes.

Un scénario d'aggravation, marqué par des divisions accrues, des conflits, et une tentative de résoudre les défis par des innovations technologiques insuffisantes.

Un scénario de coopération, où les pays de la région – Algérie, France, Maroc, Espagne, Tunisie, Italie – unissent leurs efforts pour partager les bonnes pratiques, adapter leurs modèles économiques et changer les comportements de consommation, notamment dans les pays du Nord.

Une mobilisation indispensable

Pour Robin Degron, il est crucial d'adopter une vision à long terme et de privilégier une économie circulaire et une gestion raisonnée des ressources naturelles. Les pays du Sud doivent se recentrer sur des productions vivrières et éviter l'exportation d'eau vers l'Europe du Nord, tandis que les pays du Nord doivent réduire leur consommation de produits agricoles hors saison.

Les défis climatiques en Méditerranée appellent à une mobilisation urgente et concertée pour préserver un équilibre fragile, essentiel à la survie des écosystèmes, des communautés et des économies de la région.

Rabah Karali (Algérie) ; Africa 21 : atelier sur le changement climatique et l'économie circulaire, en Tunisie ; DZ Charikati, 18 janvier 2025.

Pour accéder à l'article : <https://dzcharikati.net/africa-21-atelier-sur-le-changement-climatique-et-leconomie-circulaire-en-tunisie/>



« Changement climatique et économie circulaire », tel est le thème de l'atelier organisé, du 2 au 5 décembre 2024, à Tunis, capitale de la Tunisie, par Africa 21 dans le cadre du "Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique", et ayant vu la participation d'une vingtaine de journalistes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc. Africa 21 regroupe plus de 850 journalistes issus de 43 pays africains.

Atelier de Tunis d'Africa 21 : cap sur l'adaptation des économies régionales

L'atelier de Tunis s'est attaqué en particulier, dans sa 1re session, à :

- la question de l'adaptation des économies régionales,
- des productions et de la société de consommation face aux effets du changement climatique,
- de la désertification et de l'aridification des terres.

Quant à la session 2 du programme, il était question de la gestion raisonnée des ressources pour des économies durables.

Modèles d'entreprises durables et circulaires : Giorgio Mosangini fait le point

Giorgio Mosangini, Chef du département d'entrepreneuriat vert et société civile, MedWaves, a dans ce cadre, présenté une communication liée aux modèles d'entreprises durables et circulaires. Tout d'abord, le conférencier a donné une brève définition du vocable de l'économie circulaire, indiquant « qu'au-delà de l'actuel modèle industriel linéaire qui se résume à « extraire, fabriquer et jeter », une économie circulaire vise à redéfinir la croissance, en se concentrant sur les bénéfices positifs pour la société. Elle implique progressivement de découpler l'activité économique de la consommation de ressources non renouvelables et d'éliminer le concept de «déchets».

Il a ajouté : « Soutenu par une transition vers les sources d'énergie renouvelables, le modèle circulaire construit un capital économique, naturel et social. »

Les trois principes de l'économie circulaire

Le modèle circulaire repose, rappelle-t-il, sur trois principes :

- éliminer les déchets et la pollution,
- maintenir les produits et les matériaux en usage,
- régénérer les systèmes naturels, selon la Fondation Ellen MacArthur).

Fonctionnement de l'entreprise durable

Giorgio Mosangini a ensuite défini les grands axes régissant le fonctionnement l'entreprise durable. Il s'agit d'après le communicant de mettre évidence le lien qui peut exister entre l'économie circulaire et l'entreprise durable, qui propose des solutions commerciales qui créent de la valeur écologique et/ou protègent l'environnement (en relevant les défis environnementaux et/ou en réduisant ses impacts sur l'environnement) et qui sont économiquement viables et socialement utiles et responsables.

Comment une entreprise durable peut-elle créer de la valeur environnementale et contribuer à l'économie circulaire?

La réponse à cette question est exposée en deux parties, la première a trait à l'éco-innovation, autrement dit, transformer les défis écologiques en opportunités économiques pour créer de

la valeur environnementale, la deuxième comprend l'éco-conception, c'est-à-dire la réduction des impacts sur l'environnement tout au long du cycle de vie des produits et des services.

L'éco-innovation, ou comment créer de la valeur environnementale

Aussi, l'éco-innovation consiste également à proposer de nouvelles solutions et des alternatives qui permettent à une entreprise de réduire son impact sur l'environnement et/ou de créer de la valeur environnementale. Le conférencier a donné un exemple pour mieux faire passer cette explication « une voiture fabriquée en utilisant moins de matières premières et d'énergie et en produisant moins de déchets. »

L'éco-conception, ou comment initialement tout impact sur l'environnement?

Quant à l'éco-conception, elle consiste à prendre en compte et à évaluer dès la phase de conception (d'un produit ou d'un service et de son modèle d'affaires) tout impact potentiel sur l'environnement.

« Généralement, ce sont 80 % des impacts environnementaux sont déterminés lors de la phase de conception. Grâce à l'éco-conception, nous pouvons évaluer nos impacts et définir des stratégies pour améliorer notre performance environnementale à chaque étape du cycle de vie. L'éco-conception nous aidera également à réduire les coûts (en augmentant l'efficacité en matériaux et énergie). Les impacts sur l'environnement doivent être systématiquement évalués à toutes les étapes du cycle de vie du produit/service. »

Giorgio Mosangini.

In fine, la combinaison des approches d'éco-innovation et d'écoconception peut déboucher sur des stratégies alternatives de modèles d'entreprise circulaires.

Les 5 axes de l'éco-innovation et de l'éco-conception

Cependant, pour mettre en pratique ces deux concepts, le conférencier a développé 5 axes stratégiques par ordre de rétention de la valeur des ressources et de difficulté de mise en œuvre et de coordination au sein des chaînes de valeur.

1. Prévenir la pollution et économiser les ressources Principales étapes du cycle de vie concernées : Matériaux et ressources / Production / Emballage. Production zéro déchet. Éviter et prévenir la pollution et les émissions (air, eau, sol) Procédés de

production économes en ressources et en énergie (économies de ressources et d'énergie) Absence de responsabilité de l'entreprise après-vente.

2. Récupérer les ressources en fin de vie Principales étapes du cycle de vie concernées : Fin de vie / Matériaux et ressources. Conception pour le démontage, le remontage et le recyclage Collecte Recyclage L'entreprise assume la responsabilité des matériaux après-vente.
3. Prolonger l'utilisation des ressources et réduire la fin de vie Principales étapes du cycle de vie : Utilisation et maintenance / Fin de vie. Conception pour la durabilité, la longévité et la modularité Collecte, recyclage et réutilisation. Réparation et remise à neuf. Mise à niveau. Réutilisation et revente
4. Augmenter le taux d'utilisation des ressources Principales étapes du cycle de vie : Utilisation et maintenance. La servitisation / modèles axés sur le produit en tant que service : vendre la fonctionnalité, la performance, plutôt que le produit Abonnements de location et de leasing. Économie de partage / économie collaborative L'entreprise assume la propriété et l'entière responsabilité du produit après-vente.
5. Évoluer aux approvisionnements circulaires et aux ressources renouvelables : évoluer aux approvisionnements circulaires et aux ressources renouvelables. Principales étapes du cycle de vie concernées : L'ensemble du cycle de vie. Passer d'énergies et de ressources limitées à des énergies et des ressources renouvelables, en respectant les cycles de régénération naturels et en fermant les boucles. Produits et services slow living avec un contrôle total sur les chaînes de valeur (slow food, slow cities, etc.) L'entreprise assume ses responsabilités pour parvenir à une circularité totale.

ANNEXE - Tableau de synthèse des productions de l'atelier de Tunis sur l'économie circulaire (2-5 décembre 2024).

Prénom et Nom	Média	Type de production			A venir	Total
		Ecrit	Audio	Vidéo		
Amina Haddouche (Tu)	Oxygène Fm	0	3	0	0	3
Mabrouka Khedir (Tu)	Cosmos Media	1	0	2	0	3
Meriem Khadhraoui (Tu)	Tunis Afrique Presse	4	0	0	1	5
Najeh Kharrez (Tu)	L'écho Tunisien	11	0	5	0	16
Saida Zemzemi (Tu)	AlbiaaNews	4	0	4	0	8
Sarah Ben Omrane (Tu)	Freelance	3	0	0	0	3
Riadh Sekma (Tu)	Radio Tunis	0	1	2	0	3
Rabah Karali (Al)	Freelance	3	0	0	0	3
Wassila Ould Hamouda (Al)	Horizons	4	0	0	0	4
Driss Laabdi (Ma)	Maghreb Arabe Presse	3	0	0	0	3
Kawther Zribi (Tu)	Shems FM	0	0	0	1	1
Leila Debbich (Tu)	Alwatania 1	0	0	1	1	2
Brahim Mokhliss (Ma)	Le Matin	3	0	0	0	3
Imen Hezbri (Tu)	Blue TN	0	0	0	0	0
TOTAL		36	4	14	3	57